

N° 2683
58^e année
du 25
au 31 août 2005
Prix : 3 € (20 F)



L'ACTION FRANÇAISE 2005

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Téléphone : 01-40-39-92-06 – Fax : 01-40-26-31-63 – Site Internet : www.actionfrancaise.net

Tout ce qui est national est nôtre

TERRORISME, RENCHÉRISSEMENT DU PÉTROLE

LES MENACES DE LA RENTRÉE

Prochains numéros de
**L'ACTION
FRANÇAISE
2000**
– 1^{er} septembre
– 15 septembre
En vente
dans les kiosques

L'ESSENTIEL

Pages 2 et 4

POLITIQUE FRANÇAISE

– Le duc de Vendôme
en Roussillon

– La France a-t-elle
une politique de transports ?
par Guillaume CHATIZEL

– Oui au patriotisme
économique
par Henri LETIGRE

– Vive Astérix !
par Jacques CEPOY

Page 5

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

– Gaza : et maintenant ?
par Pascal NARI

– Lettres de Serbie
par Gérald BEIGBEDER

Pages 6 et 7

MARCEL REGAMEY AURAIT CENT ANS

– Une empreinte
maurassienne
en Pays de Vaud

– L'héritage doctrinal

Entretien avec
Olivier DELACRÉTAZ

– "Le goût du bien commun"
par Michel FROMENTOUX

Pages 8 et 9

ARTS-LETTRES- SPECTACLES

– Journée de lecture :
Figures de saints
par Pierre LAFARGE

– Gens de lettres et de mer
par Anne BERNET

Page 10

CHRONIQUE

– Un facétieux bestiaire
par Jean-Baptiste MORVAN

LE TRÉSOT DE L'ACTION FRANÇAISE

– Le romantisme français
de Pierre Lasserre
par Alain RAISON

L'éditorial de Pierre PUJO (page 3)

JOURNÉES MONDIALES DE LA JEUNESSE

La jeunesse de Dieu



Benoît XVI à la rencontre
des jeunes catholiques

Non, les J.M.J. de Cologne n'étaient pas orphelines ! Si la grande figure de Jean-Paul II restait présente dans les esprits et les cœurs, S.S. Benoît XVI, avec son style personnel, ses gestes mesurés, son sourire discret si rayonnant de bonté, eut vite fait de déclencher les mêmes élans de joie et d'affection. En un pape, les jeunes ne cherchent pas une vedette mais un homme qui parle ferme et vrai, sans "jeunisme".

On a ainsi vu une fois encore au grand jour la jeunesse de Dieu, car Dieu seul est éternellement jeune et la jeunesse se retrouve en Lui ! En ces temps où tout

sent le vieux, où les séquelles du XX^e siècle traînent encore, où les soixante-huitards n'en finissent pas de hoqueter, où les laïcards persistent à vouloir imposer le vide spirituel, où les "bien-pensants" sont frileux, où les catholiques – et même des évêques – ont peur de leur ombre, où les européo-mondialistes rêvent d'un monde sans traditions, sans nations, sans religion, donc sans joie, près d'un million de jeunes ont dit non. Pendant quatre jours ce fut cela l'or du Rhin...

Ils étaient invités à suivre l'étoile des Rois Mages, et, avec eux, à découvrir que Dieu est

différent de tout ce que l'on peut imaginer, qu'il appelle chacun à une transformation « intérieure ». Telle est, a dit Benoît XVI (*veillée du samedi*) « la véritable révolution », à l'inverse de celles qui ont consisté à ne plus rien attendre de Dieu : « L'absolutisation de ce qui n'est pas absolu mais relatif s'appelle totalitarisme [...] Ce ne sont pas les idéologies qui sauvent le monde, mais seulement le fait de se tourner vers le Dieu vivant [...] qui est la mesure de ce qui est juste et qui est, en même temps, l'amour éternel. »

Et d'appeler les jeunes à marcher sur les traces des saints qui ont transformé le monde, à « servir le Christ quoi qu'il en coûte » (*discours à son arrivée à Cologne*), à se détourner de toute caricature de religion – celle qui par exemple se sert de Dieu pour empêcher la paix de régner (le terrorisme dénoncé par le pape devant les représentants de l'islam) ou celle d'un « "boom" du religieux » qui

SANS CHANDAILS ET SANS PANTALONS...

C'aurait pu être le canular de l'été, mais non, c'était vrai : à l'approche de l'automne, les Européens allaient manquer de chandails et de pantalons parce que les Chinois avaient atteint leurs quotas d'exportation en Europe pour ces deux articles. Au mois de juin, devant la progression considérable des importations textiles chinoises, la Commission européenne, à la demande des gouvernements, avait négocié le rétablissement des quotas. Voici maintenant que les Européens sont menacés de pénurie de vêtements et devront aller en haillons faute de pouvoir renouveler leur garde-robe !

En fait, la situation réelle n'est pas aussi dramatique. Il existe encore une industrie textile dans plusieurs pays d'Europe et qui pourrait suppléer

à l'arrêt des importations chinoises. Ceux qui crient à la pénurie, ce sont les grosses sociétés commerciales qui veulent pouvoir continuer à importer des vêtements chinois à bon compte pour réaliser de substantiels profits.

Plus précisément, les pays nordiques (Suède, Allemagne, Hollande, Danemark) souhaiteraient le déblocage des quotas car ils ont peu ou prou d'industrie textile et vivent sur leurs importations, tandis que les pays du Sud (France, Espagne, Italie, Grèce) demandent le maintien des accords conclus avec la Chine en juin car ils ont encore une industrie textile à protéger. Où l'on constate qu'il n'existe pas d'intérêt européen en la matière mais seulement des intérêts nationaux contradictoires. Nos dirigeants tiendront-ils bon ? A.F.

(suite page 12)

Michel FROMENTOUX

La France a-t-elle une politique de transports ?

C'est au moment même où le prix du baril de pétrole atteint de nouveaux sommets que le gouvernement annonce tout à la fois qu'il brade au privé des autoroutes dont on

Au moment où le pétrole flambe, la nécessité de flatter l'électeur entre deux échéances électorales empêche durablement de sortir du tout-automobile.

croit qu'elles faisaient partie des infrastructures de la nation et qu'il révèle, en concertation avec la S.N.C.F., un plan de suppression de liaisons ferroviaires sur des lignes interrégionales déficitaires.

Sacrifier au tout automobile...

C'est évidemment l'occasion de se demander quelle est la politique de transports de notre pays. Mais entre les discours d'intention plaçant pour des modes de transports propres et sûrs comme le chemin de fer ou les transports en commun et la réalité du terrain qui continue à sacrifier au tout automobile, il faut surtout se demander s'il existe en France une politique de transports. La

par **Guillaume CHATIZEL**

question n'est certainement pas à poser à Dominique Perben, le sémillant ministre des Transports. Car il est sans doute trop occupé à se demander pourquoi il a hérité de ce portefeuille et à attendre sa réaffectation en 2007.

On se souvient à ce propos des réactions qui avaient suivi la nomination de Jacques Barrot comme commissaire européen chargé des Transports : tous avaient estimé que ce portefeuille n'était pas digne de la France, témoignant du mépris des politiques pour ce secteur clé de l'économie. En dix-huit mois, on ne peut de toutes façons pas attendre du ministre qu'il conduise une politique nécessitant forcément une réflexion à long terme. Et pour l'instant, Dominique Perben s'occupe de déplacer les radars pour corriger les effets pervers des politiques conduites par ses prédécesseurs : puisque l'automobiliste doit lever le pied sur les autoroutes truffées de radars, il se rattrape depuis quelques mois sur les départementales et les axes secondaires nettement plus dangereux...

Mais le bilan meurtrier de la route ne semble pas suffire à imposer un changement de politique. Malgré les coûts directs et indirects faramineux de l'automobile, malgré la nouvelle crise du pétrole qui s'annonce, malgré les préoccupations environnementales largement affichées, malgré le nombre de tués sur les routes, il n'est donc pas question de sortir du modèle du tout automobile. La France compte déjà près de 10 000 km d'autoroutes et il n'est pas une seule région où de nouveaux rubans de bitume ne soient pas en projet ou en construction.

Au passage, on bradera au privé les sociétés d'autoroute, patrimoine constitué par l'argent que les automobilistes ont dépensé en péage, afin de récupérer 10 milliards d'euros au profit du budget et au risque d'augmenter à terme le coût des autoroutes pour l'automobiliste...

...ou moins dépendre du pétrole ?

Le pétrole a pourtant atteint des niveaux records, à près de 70 dollars le baril, et les analystes s'accordent à penser qu'il montera encore jusqu'à 80 et 100 dollars le baril. On dépassera alors les valeurs historiques enregistrées après le second choc pétrolier, dans la foulée de la révolution iranienne de 1979, où l'or noir avait atteint une valeur équivalente à 80 dollars d'aujourd'hui. « **Tous les facteurs sont réunis pour que le pétrole reste cher dans les années et les décennies à venir** » a d'ailleurs reconnu

le Premier ministre Dominique de Villepin.

Et si cette hausse du prix du pétrole mécontente l'automobiliste, elle risque surtout de coûter cher à notre économie. Déjà l'INSEE estime que la hausse enregistrée entre 2003 et 2004 a entraîné pour l'ensemble de l'industrie française, une hausse des coûts de production de 0,2 %, difficile à supporter dans une période de croissance limitée et de concurrence féroce.

À l'évidence, cette seule perspective d'un pétrole plus rare et plus cher doit inciter à imaginer dès aujourd'hui de rendre notre économie moins dépendante du transport routier.

C'est évidemment possible grâce au rail, d'autant que notre pays, pionnier du train à grande vitesse, a de solides atouts à faire valoir en ce domaine.

Si l'on cesse de mener des politiques à courte vue et si l'on veut imaginer la France du milieu du XXI^e siècle, bien au-delà des échéances électorales, ne faut-il pas songer à des réseaux de transports urbains développés, complétés en intermodalité par des jonctions ferroviaires rapides tant pour le fret que pour le transport des passagers ?

Des politiques à courte vue

Ce n'est pourtant pas ce qui se prépare aujourd'hui : malgré de nombreux projets et de nombreuses déclarations de bonnes intentions, le fret ferroviaire n'a jamais été développé. Le système électoral conduit à sanctionner dans les urnes tous les maires qui ont le courage de faire reculer la voiture pour développer de vrais transports urbains, à l'image du tramway strasbourgeois. Et la S.N.C.F. s'apprête à supprimer dix trains Corail par jour sur les lignes transversales Quimper - Nantes - Bordeaux - Toulouse, Nantes - Lyon et Caen - Le Mans - Tours. Certes le gouvernement et la S.N.C.F. ont raison de rappeler que les services publics ne peuvent être éternellement déficitaires et doivent aspirer à l'équilibre budgétaire. Mais la suppression de trains sur ces lignes déficitaires n'est pas un bon choix si l'on souhaite développer le rail.

Plus encore que dans d'autres domaines, les courtes échéances des politiques concentrées sur le système électoral empêchent le développement d'une politique de transport ambitieuse et visionnaire. Et puisque Dominique Perben sait qu'il n'inaugurera pas les infrastructures dont il décide aujourd'hui la construction, il est à craindre que la politique de transport continue à flatter l'automobiliste-électeur, oubliant de penser et de construire ce qui pourrait être le réseau de transport de demain.

LE DUC DE VENDÔME EN ROUSSILLON Quand passé, présent et futur s'entremêlent

Son Altesse Royale le prince Jean, duc de Vendôme, était reçu en Roussillon du jeudi 21 au dimanche 24 juillet 2005, à l'invitation du professeur Henry de Lumley.

Sensible à l'homme et à sa destinée, le Prince ne pouvait pas avoir de meilleur guide que le professeur Henry de Lumley, sur ses terres à Tautavel.

Dès le vendredi 22 juillet, tout le monde était à pied d'œuvre sur le site préhistorique de la Caune d'Arago et la matinée était consacrée à la visite du chantier de fouilles ainsi qu'à la visite des réserves archéologiques, des laboratoires et des ateliers de formation du Centre européen de recherches préhistoriques de Tautavel.



Le prince Jean s'entretenant avec des étudiants d'Action française

Le déjeuner se déroulait sur les bords du Verdouze avec chercheurs, étudiants et stagiaires sur le site des Gouleyroux. L'après-midi, la remontée dans le temps se poursuivait avec la visite du Musée de Préhistoire de Tautavel. Le temps présent n'était pas oublié et le duc de Vendôme rencontrait les viticulteurs du Roussillon et du Languedoc au Palais des Congrès de Tautavel. Un bref repos était mérité avant l'accueil chaleureux à l'Hôtel de Ville par M. Guy Hary, maire de Tautavel, et les membres du Conseil municipal.

Un dîner de plus de 150 personnes devait conclure cette belle journée et royalistes catalans, provençaux et languedociens se mêlaient aux représentants de la société civile du Roussillon autour de S.A.R. le prince Jean de France.

L'occasion était offerte au professeur Henry de Lumley de rappeler la belle et grande aventure de "L'homme de Tautavel" et d'attirer l'attention de tous sur les leçons à en tirer pour l'avenir. Le professeur ne manquait pas de témoigner de sa joie de recevoir en ces lieux un fils de saint Louis...

Le prince Jean ne cachait pas son admiration pour la réussite du Centre européen de Recherches préhistoriques de Tautavel et tout l'intérêt qu'il porte à la Science, rappelant que la prestigieuse communauté scientifique

française mérite le soutien de tous.

Au cours de ce dîner où pouvaient rivaliser les saveurs du terroir, le prince Jean, comme à son habitude, prenait le temps de rencontrer et d'écouter tous les convives.

Ainsi, la forte délégation de l'Action française de Perpignan représentée autour de M^{me} Baux par des membres des familles Estève, Sabate, Pujol, Daniélou, Calmon, Rivart, Millet de Freysinet pouvait témoigner de son attachement à la Maison de France en offrant au prince Jean une épingle de cravate en or ornée d'un grenat catalan !

Jean-Baptiste Pierchon qui représentait les Étudiants d'Action française montpelliérains était

venu en renfort auprès de ses amis perpignanais et Philippe Castelluccio, délégué de l'Action française auprès des provinces, en villégiature dans la région, n'avait pas manqué ce déplacement princier.

Le samedi 23 juillet, Mgr le duc de Vendôme poursuivait ses rencontres, en matinée, par la visite du Laboratoire Arago à Banyuls-sur-Mer, haut lieu de recherches en biologie marine, sans oublier la visite de l'Observatoire océanographique. Les trésors du patrimoine n'étaient pas oubliés et le Prince visitait ensuite la cathédrale et le cloître roman d'Elne.

L'après-midi était consacrée à la visite des "Jardins de Saint-Jacques de Perpignan" qui permettait une rencontre avec les maraîchers et les arboriculteurs du Roussillon.

La soirée permettait au Prince de goûter aux "Estivales de Perpignan" et d'apprécier la musique latine.

Dimanche 24 juillet, toujours guidé par le professeur Henry de Lumley, le Prince se rendait en pays audois pour entendre la messe à l'Abbaye canoniale Sainte-Marie-de-Lagrasse et poursuivre, par la suite, par la visite du chantier de restauration de l'Abbaye.

En fin de journée, le prince Jean regagnait Paris après avoir pu, encore une fois, toucher du doigt les réalités françaises.

A.F.

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
Tél. : 01-40-39-92-06 • Fax : 01-40-26-31-63
I.S.S.N. 1166-3286

- Directeur : **Pierre Pujol**
- Secrétaire de rédaction : **Michel Fromentoux**
- Politique : Georges Ferrière, Yves Lenormand
- Politique étrangère : Pascal Nari
- Chronique militaire : Bernard Guillerez
- Économie : Henri Letigre, Serge Marceau.
- Enseignement, famille : **Michel Fromentoux**, chef de rubrique
- Sciences et société : Guillaume Chatizel,
- Outre-mer : Pierre Pujol
- Médecine : Jean-Pierre Dickès
- Livres : René Pillorget, Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico
- Arts-lettres-spectacles : Léon Camus, Renaud Dourges, Monique Beaumont
- Cinéma : Alain Waelkens
- Combat des idées : Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin
- Art de vivre : Pierre Chaumeil
- Chroniques : Jean-Baptiste Morvan, François Leger
- Maquettiste : Grégoire Dubost
- Photos : François Tabary

Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

LES MENACES DE LA RENTRÉE

La victoire du non au référendum du 29 mai n'en finit pas de faire des ravages au sein du Parti socialiste. Laurent Fabius s'emploie à renverser François Hollande et à prendre la tête du parti. Dès lors Michel Rocard et Bernard Kouchner envisagent une scission. Armand Montebourg et son Nouveau parti socialiste réclament une nouvelle réflexion idéologique. Avant même l'université d'été annoncée en fin de semaine à La Rochelle, la querelle interne aux socialistes a été relancée en plein mois d'août.

Le P.S. et ses idéologues

Bien sûr, à l'horizon, se dessinent l'élection présidentielle de 2007 et les législatives qui suivront, et les ambitions personnelles entrent en lice. Cependant des questions de fond dressent aussi les clans les uns contre les autres. Le magistral camouflet que les électeurs ont infligé à la direction du P.S., a mis à mal la stratégie du parti, et son idéologie est devenue incertaine. François Hollande et ses amis ont emboîté le pas à M. Chirac en partageant avec lui une même conception de l'Europe supranationale imprégnée de libéralisme. Déjà, au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002, les socialistes avaient été invités à apporter leurs suffrages à l'adversaire de Jean-Marie Le Pen. Seraient-ils donc condamnés à toujours servir d'appoint ou de faire-valoir à une majorité de droite ? Au sein du P.S. nombreux sont ceux qui renâclent, d'autant que la direction du parti a été désavouée par les électeurs et que les tenants du non en ont été ensuite écartés.

Quant au vieux rêve de "changer la société", il appelle une mise à jour idéologique quand M. Chirac fait de son côté de la social-démocratie.

En allant plus au fond des choses, on observe de sérieuses divergences sur la notion d'"Europe sociale". Pour les uns, il suffit qu'elle soit inscrite dans les textes – et c'était le cas pour la constitution européenne – tandis que les autres dénoncent les atteintes ou les menaces qui, dans la réalité, frappent les travailleurs français. D'où le rejet d'une Europe qui n'était qu'un leurre puisqu'elle conduisait aux délocalisations d'entreprises, au chômage et à la remise en cause des acquis sociaux. En somme le scrutin du 29 mai a opposé les purs idéologues et ceux qui commençaient à percevoir le réel, tout en cultivant, pour certains, le mythe de la révolution.



PAR
PIERRE PUJO

La démarche des seconds est encore balbutiante. Elle devrait logiquement les conduire à un retour vers la nation après le retour au réel social. Les tenants du non à gauche ont cependant encore beaucoup de chemin à faire avant d'ouvrir les yeux...

Retour à la nation

Ce retour à la nation pourrait bien s'imposer du fait des circonstances non seulement à la gauche mais à la droite libérale actuellement au pouvoir

Cet été a apporté en effet son lot de menaces pour les prochains mois.

Menaces terroristes d'abord. Les attentats de Londres et celui d'Égypte en juillet, ont rappelé l'existence d'un terrorisme islamiste capable d'agir partout dans le monde. Il s'alimente en Palestine, en Irak et en Afghanistan. La France n'en est pas à l'abri. Les menaces récentes du G.I.A. algérien le prouvent. Les États musulmans modérés sont visés autant que les États occidentaux. Les cibles sont en priorité les populations civiles. Il s'agit d'une guerre révolutionnaire à façade religieuse. Pour lutter contre elle une plus grande coopération internationale des services de police et de justice est nécessaire mais d'abord un renforcement de la cohésion nationale. Les terroristes se cachent parmi nous.

Menaces économiques ensuite. Elles sont plus certaines que les menaces terroristes. On a appris ce mois d'août que la croissance en France n'avait été que de 0,1 % au cours du deuxième trimestre. L'I.N.S.E.E. prévoit qu'elle pourrait atteindre au mieux 1,5 % pour l'année (contre 2,5 % prévus pour le budget par le ministère des Finances). L'Allemagne, notre principal partenaire économique, a eu une crois-

sance nulle au second trimestre, cela n'est pas de nature à stimuler l'activité chez nous. Par ailleurs, notre balance commerciale est devenue déficitaire au premier semestre du fait de la baisse de nos exportations et elle promet de continuer à l'être avec le renchérissement du pétrole. Enfin, la consommation des ménages est en baisse ; elle devrait repartir à l'automne comme chaque année, mais dans quelle proportion le fera-t-elle ?

Tout cela ne laisse guère présager une diminution du nombre des chômeurs, lequel se maintient au-dessus de 10 % de la population active. L'emploi stagne dans le secteur marchand et continue à diminuer dans l'industrie. Les contrats "nouvelles embauches" de Dominique de Villepin prévus pour les petites entreprises compenseront-ils les handicaps de la conjoncture ?

Les mois à venir s'annoncent difficiles. Le déficit du budget dépassera certainement les 3 % du pacte de stabilité monétaire conclu au moment du lancement de l'euro. Il faudra faire des économies et faire accepter des sacrifices aux Français; Les syndicats ne manqueront pas d'exploiter les inévitables mécontentements, sentant le pouvoir affaibli depuis le référendum. Ils tenteront de mobiliser leurs troupes et de provoquer un "automne chaud"... MM. Chirac et de Villepin tenteront sans doute de faire appel à la solidarité nationale, mais seront-ils crédibles après avoir entretenu si longtemps dans le pays un esprit d'abdication, comme si la France était sortie de l'Histoire et devait laisser place à l'"Europe" ?

Un monde de compétition

La droite libérale au pouvoir a subi le 29 mai, comme les dirigeants socialistes, un formidable désaveu, mais elle continue à se comporter comme si le oui l'avait emporté. Aussi ne faut-il pas s'étonner si nos compatriotes demeurent réservés sur la nouvelle expérience gouvernementale et tardent à lui accorder leur confiance.

Il serait temps de rappeler aux Français que le monde est plus que jamais caractérisé par la compétition entre les nations, que ce n'est pas "l'Europe" qui nous en protégera, et que notre pays doit se doter des armes nécessaires pour l'affronter; Il ne s'agit pas de se fermer à l'étranger mais d'accroître les moyens de la France pour qu'elle puisse continuer à tenir son rôle et son rang dans le monde.

Gaza

Le faucon Sharon serait-il devenu la colombe que nous présentons ces derniers jours une large partie des médias français ? Tout au contraire, l'évacuation de Gaza, inutile puisqu'elle ne s'inscrit dans aucune négociation de paix, porte en elle les germes des guerres futures : Sharon revendique une promesse de Bush qui autorise les Israéliens à maintenir durablement leurs 250 000 colons juifs en Cisjordanie en échange de l'évacuation des 8 000 colons de Gaza...

Socialistes

À trois mois du Congrès qui doit, en novembre, solder les comptes entre partisans du non et partisans du oui au référendum du 29 mai, le PS est au bord de l'implosion : alors qu'il semble qu'une majorité de militants se préparent à désavouer François Hollande, la majorité des présidents de fédération, des présidents de régions et des députés socialistes ont signé la motion Hollande. Le congrès risque donc de constater à nouveau le fossé creusé entre les militants socialistes et l'appareil du parti, au risque d'affaiblir un peu plus le premier parti d'opposition à moins de deux ans des présidentielles.

Fait du Prince

Alors que la question de la récidive des anciens prisonniers a entraîné une polémique à la fin du printemps en France, 3 000 prisonniers ont été libérés sous l'effet des grâces présidentielles du 14 juillet. Si la mesure permet de désengorger les prisons, où le nombre de détenus avait atteint un pic record de 60 925 détenus, les syndicats de magistrats ont dénoncé ce droit régalié qui conduit à libérer des prisonniers sans aucun contrôle judiciaire.

Imams

Alors que le Premier ministre a rencontré le président du Conseil Français du Culte musulman, Dalil Boubakeur, pour s'entretenir de la formation des imams, on apprendait que plus de la moitié des 1 000 imams qui officient en France ne parlent pas ou peu le français... Hallucinant !

Guillaume CHATIZEL

UN ÉTRANGE SILENCE

Nicolas Sarkozy est d'ordinaire fort prolix devant les journalistes : une vieille dame glisse sur une crotte de chien, un train arrive avec trois minutes de retard et, aussitôt, le nabot de Neuilly organise une conférence de presse. Le 16 août, 152 de nos compatriotes de Martinique sont morts dans un accident d'avion et, cette fois, le petit Nicolas n'a pas daigné interrompre ses vacances, ne serait-ce que trois minutes pour exprimer sa compassion.

Deux hypothèses : soit Sarkozy ignore, comme la métropole, les départements d'outre-mer dépendant du ministère de l'Intérieur, soit le ministrucule estime que les voix antillaises seront quantités négligeables lors des prochaines présidentielles.

Renaud DOURGES

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

PRESENCE DE L'A.F.

■ *L'Action Française* 2000 publie avec ce numéro son second numéro d'août. D'autres journaux préfèrent s'interrompre durant tout le mois. Nous resserons nos vacances pour que *L'Action Française* demeure présente dans le débat médiatique durant la période estivale. Jeudi prochain 1^{er} septembre paraîtra notre premier numéro de septembre.

Entre-temps se seront déroulées l'Université d'été de l'A.F. au château de Lignières et sa

journée "Portes ouvertes" du 27 août. On n'y discutera pas de la meilleure façon d'aller à la pêche aux suffrages pour les élections de 2007 comme dans les partis, mais on y traitera des conditions d'un vrai redressement français. Ainsi préparerons-nous une rentrée dynamique.

Nos finances, hélas, nous causent toujours autant de soucis; apportez-nous une aide généreuse en participant à notre souscription. Nous avons besoin de 60.000 euros. Merci ! P.P.

N.B. Prière d'adresser les versements à M^{me} Geneviève Castelluccio, L'A.F. 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

Liste n° 13

Virements réguliers : M. Derville, 7,62 ; Jean-Michel de Love, 7,62 ; M^{me} Bellegarde, 15,24 ; Gilles Bourgeois, 15,24 ; M^{le} Hélène Revol, 15,24 ; G^{al} Jacques le Groignec, 15,24 ; M^{me} Peyrrol, 15,24 ; M^{le} Annie Paul, 15,24 ; Jacques Rolland (3 mois), 45,73.

Joseph Lajudie, 20 ; M^{me} Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; Pierre

Bonnefont, 22,87 ; Georges Delva, 25 ; Julien Thévet (3 mois), 75 ; Louis Petit, 30,49 ; M^{me} Françoise Bedel-Giroud, 30,49.

M^{me} Tatiana de Pritwitz, 45,73 ; Jacques Bentégeat, 53,36. "En souvenir de mon père", M^{me} Peyramaure née Nio, 100.

Légion des Mille : M^{me} Jeannine Maillac, 150 ; Jacques Bentégeat, 150 ; Fernand Estève, 150 ; Christian Desjonquères, 175,32.

Archimandrite Louis Rollin, 25 ; Jean Augias, 30 ; Pierre Vuillerme, 100 ; Georges Chauvet, 50 ; M^{me} Céline Metzger, 50 ; Anonyme, 50 ; Jacques Lamonerie, 75 ; M^{me} Gabrielle Chennevest, 30 ; Anonyme, 50.

Total de cette liste : 1.663,54
Listes précédentes : 18.987,46

Total : 20.651,00
Total en francs : 135.461,68 F

Oui au patriotisme économique

Les retombées du rejet de projet de Constitution européenne, le 29 mai dernier, par le peuple français, sont encore loin d'être toutes perçues. L'été 2005 est en effet marqué par la réapparition d'un slogan politique

Tout doit être fait pour que ce mot d'ordre ne reste pas un simple effet de manche estival, mais devienne le principe d'une nouvelle ambition économique pour la France

abandonné depuis plus de 30 ans : le patriotisme économique ! Tout doit être fait pour que ce mot d'ordre ne reste pas un simple effet de manche estival, mais devienne le principe d'une nouvelle ambition économique pour la France, la seule susceptible de lui assurer un avenir dans le concert mondial des nations.

En décembre 1991, le traité fondant l'Union économique et monétaire est négocié à Maëstricht. La même année, Robert Reich, l'un des plus éminents professeurs américains d'économie, publiait

L'Economie mondialisée. En septembre 1992 la France ratifiait le traité de Maëstricht. La même année Robert Reich était nommé ministre du Travail par le président Bill Clinton. En novembre 1993, le traité fondateur de l'euro entraînait en vigueur. La même année, la traduction française de cet ouvrage, qui allait devenir le symbole de la mondialisation, était éditée.

En avril 1994, les accords fondateurs de l'O.M.C. sont signés à Marrakech. La mondialisation et la globalisation des échanges triomphent comme l'annonçait M. Reich : « Il n'y aura plus de technologies ni de produits nationaux. Il n'y aura plus d'économies nationales (...). Un seul élément restera enraciné à l'intérieur des frontières du pays : les individus qui constituent la nation. » Une dizaine d'années plus tard, cette énième prophétie, annonciatrice du malheur national, se révèle comme les précédentes éloignée de la réalité.

En mai 2005, la France vote non au projet de Constitution européenne, en juin de la même année les électeurs de Maëstricht et du reste des Pays-Bas votent contre ce même projet. En juillet le nouveau Premier ministre que la France s'est indirectement donné, en sanctionnant la politique européenne précédente, lance un

par
Henri LETIGRE

appel au « **patriotisme économique** » lors de la conférence de presse organisée le 27 juillet dernier.

La mondialisation ne marche pas

Ce choix politique qui semble correspondre à une certaine conviction est aussi dicté par un



Dominique de Villepin
Son appel au patriotisme économique sanctionne la politique européiste.

contexte économique. La mondialisation ne marche pas ! Sa cohorte de plans sociaux et de délocalisations ne peuvent qu'appauvrir notre nation. La France n'est pas la seule à découvrir les inconvénients de l'ouverture fré-

nétique des marchés aux vents mauvais de la globalisation. Le retour au nationalisme économique est un véritable phénomène mondial qui s'éloigne de plus en plus des principes du libre-échange.

En Italie, les autorités politiques et financières (membres des instances chargées de la gestion de l'euro !) ont organisé la résistance à la tentative de deux banques étrangères de s'emparer de deux fleurons du système bancaire national. Aux États-Unis, une véritable levée de boucliers a suivi les efforts de la firme chinoise CNOC de lancer une O.P.A. sur une compagnie pétrolière nationale. En Allemagne les Lander possèdent des parts importantes dans de nombreuses entreprises comme Volkswagen, pour les protéger d'un raid extérieur. En Grande-Bretagne, Lady Thatcher avait inventé les *golden share*, les actions en or qui permettent à l'État de contrôler les entreprises privatisées, etc... Voilà pour les seuls pays qui se veulent adeptes des thèses libre-échangistes.

Les moyens étatiques de protéger les entreprises nationales sont encore plus grands dans les États qui sortent d'un régime d'économie planifiée... Finalement la France serait le dernier pays à croire que les principes libéraux sont appliqués par ceux qui les imposent aux autres pour mieux im-

planter leurs compagnies à l'intérieur de notre marché.

Pas d'états d'âme !

Notre gouvernement se doit donc d'être à la pointe des nations qui pratiquent le patriotisme économique sans états d'âme, pour que nos entreprises disposent des mêmes atouts que leurs concurrents issus du monde capitaliste. L'identité nationale d'une entreprise, lorsqu'elle décide de pleinement l'assumer, comme label du savoir-faire français immémorial, est également une force pour imposer à l'extérieur une image source de respect et de commandes. Les grandes entreprises adhérentes du Club Colbert utilisent déjà cet avantage pour développer leurs exportations.

Une identité nationale se doit également d'être un moyen pour les Français de sélectionner les entreprises auprès desquelles ils se fournissent. Un patriotisme dans les actes de consommation évitera que le dernier produit *made in France* ne soit une lettre de licenciement envoyée au dernier ouvrier français le jour où la dernière usine sera délocalisée, lorsque la notion de lien national aura disparu comme l'annonçait voilà dix ans Robert Reich. ■

Vive Astérix !

Dans le numéro précédent (août 2005) de *L'Action Française 2000*, nous dénoncions « **la crispation des libéraux** » que manifestait un éditorial du *Figaro* (26/7/05) condamnant « **le patriotisme économique** ».

Le lendemain de cet éditorial, Dominique de Villepin, tenant une conférence de presse, incitait les Français, à propos du projet de rachat par PepsiCo de la société Danone, à faire preuve de « **patriotisme économique** » afin que nos grandes entreprises demeurent dans le patrimoine national.

Quand Le Figaro se fait l'apôtre du libéralisme intégral.

Cette prise de position du Premier ministre n'a pas décidé *Le Figaro*, habituellement complaisant à l'égard du pouvoir, à changer d'attitude. Le journal dans son édition du 29 juillet faisait écho largement aux réticences exprimées par certains représentants de la majorité parlementaire, par exemple l'ancien ministre Patrick Devedjian, homme-lige de Nicolas Sarkozy, qui déclarait : « **L'État n'a évidemment pas les moyens de devenir le holding de toutes les entreprises françaises susceptibles de subir une OPA !** » Bien sûr, mais il peut inciter ces entreprises à former des noyaux d'actionnaires qui décourageront les prédateurs étrangers...

Autre opposant à Villepin dans la majorité : le député Henri Novelli soutenant qu'« **il ne faut pas glisser du patriotisme économique au nationalisme économique. C'est essentiellement le message de l'extrême-droite – produire français avec des Français – ou même de la C.G.T., qui a proposé de nationaliser Danone** ». N'ayez pas peur des mots, M. Novelli. Si protéger le travail des Français, c'est faire du nationalisme économique, vive le nationalisme économique ! Ce qui n'exclut pas de s'asso-

cier avec des étrangers si les intérêts de nos travailleurs sont sauvegardés.

Le sens de la nation

Le même numéro du *Figaro* rendait compte de l'état d'esprit des « patrons ». On lisait : « **Pour tous les observateurs, "ce débat d'un autre âge" illustre jusqu'à la caricature la méconnaissance qu'a la classe politique du monde de l'entreprise. Dans une économie totalement ouverte, globalisée, où les grands groupes français trouvent tous sans exception leurs relais de croissance hors de leurs frontières, la simple idée de vouloir interdire aux étrangers l'accès du marché français, y compris par des rachats d'entreprises, est considérée comme un non-sens.** »

Plus loin : « **Le "côté village gaulois" que présente la France est raillé par tous, surtout à un moment où le gouvernement doit trouver des investisseurs étrangers pour absorber son programme de privatisation.** » L'idée de recréer des "noyaux durs" est jugée « absurde ». C'est « **reconstruire le mur de l'Atlantique** ». Encore une fois, défendre les entreprises françaises ne conduit pas nécessairement à se fermer à toute participation financière étrangère. Beaucoup de patrons ont hélas perdu le sens de la nation... Remarquons que le *Figaro* ne cite pas les auteurs de ces assertions courageusement anonymes.

Seule observation juste d'un « **connaisseur** » à propos du "patriotisme économique" : « **Ce sont des choses que l'on fait dans les coulisses, mais dont on ne parle pas.** » Quelquefois, cependant, pour parer au danger, il faut alerter l'opinion.

L'éditorial de ce numéro du 29 juillet montre de quel côté se range *Le Figaro*. Philippe Reclus qui le signe tranche sans détours : « **L'appel cocardier de la France s'inscrit**

en déphasage avec ce qui, chaque jour, constitue la réalité du développement des entreprises [...]. Au total, penser que ce grand dessein tricolore offre le meilleur rempart contre les convoitises de groupes étrangers revient paradoxalement à accepter de voir la France risquer de se mettre en marge du grand jeu mondial. »

Alors, faut-il laisser nos entreprises devenir le jouet des spéculateurs internationaux avec les conséquences sociales et nationales qui s'ensuivront ? Le gouvernement, quel qu'il soit, serait insensé s'il ne s'en préoccupait pas.

Les entreprises ont une nationalité

Frédéric Lemaître le confirme dans une juste analyse du patriotisme économique publiée par *Le Monde* (13 août) : « **La mondialisation de l'économie ne signifie ni que les entreprises sont devenues apatrides, ni que les États n'ont plus aucun rôle à jouer pour les défendre [...]. Les entreprises ont bien une nationalité, et chaque pays a intérêt à défendre les siennes, y compris en ayant une politique industrielle, si l'on en croit le rapport remis au début de l'année par Jean-Louis Beffa, P.D.G. de Saint-Gobain, à Jacques Chirac.** » *Le Monde* rapporte une observation de Gérard Mestrallet, président de Suez : « **Les normes comptables ont beau s'harmoniser, les différents types de gouvernance d'entreprise converger, les marchés financiers être mondialisés, les différences culturelles ne s'estomperont jamais, et c'est une bonne chose. Elles sont un facteur de différenciation compétitive.** » Et le rédacteur du *Monde* de commenter : « **Certaines entreprises font véritablement partie de l'identité d'un pays.** ». Défendons-les !

Jacques CEPOY

L'ÉVACUATION DE LA BANDE DE GAZA Et maintenant ?

L'évacuation de la bande de Gaza commencée le 15 août sera effective et totale cette semaine. Les habitations de 8.000 colons (environ) qui étaient installés sur ce territoire conquis, seront détruites. On devrait en principe

— par —
Pascal NARI

de "réserve" qu'on leur attribuera. La Cisjordanie occupée devant être progressivement intégrée à l'État hébreu avec quelques localités palestiniennes semi-autonomes érigées en "fiefs" pour tel et tel dirigeant local. Dans ce cas, la crise palestinienne perdurera pendant des décennies. Avec toutes ses conséquences.

L'heure du choix

L'heure du véritable choix pour les responsables de l'État hébreu, et pour Washington, est arrivée. On verra, dans le très proche avenir, si cette évacuation a vraiment été un progrès ou un trompe-l'oeil.

L'heure du choix est également arrivée pour l'autorité palestinienne. Sera-t-elle à même de reprendre le contrôle effectif de la totalité de cette bande de terre où règnent la

prendre en dehors de toutes les considérations religieuses, sentimentales ou polémiques. On attend avec anxiété le sort et l'avenir de ces milliers d'hectares rendus fertiles par les colons. Le désert et la désolation vont-ils revenir ? Cela serait le plus grand échec des Palestiniens, la preuve de leur incapacité à exploiter convenablement une terre qui leur appartient. Attendons pour voir.

À l'intérieur du territoire, la misère, le chômage, le désœuvrement des jeunes et le désespoir règnent. Sauf pour une infime minorité de profiteurs et de trafiquants de toutes sortes et de petits et grands seigneurs locaux. L'Union européenne, principal bailleur de fonds de la Palestine, se doit d'imposer au plus vite une véritable politique de développement pour Gaza : réouverture contrôlée des frontières avec Israël, ouverture véritable sur l'Égypte voisine et, au demeurant, protectrice, reconstruction du port et de l'aéroport, création d'infrastructures nécessaires.

L'échec d'une véritable politique de développement à Gaza ne pourrait qu'apporter de l'eau au moulin des islamistes radicaux, qui veulent en faire une base de terrorisme, et des extrémistes israéliens qui souhaitent apporter la preuve de l'incapacité des Palestiniens à créer une société et un État modernes. Il faudra mettre les uns et les autres en échec.

On voit, l'évacuation de la bande de Gaza, étape utile et nécessaire, pose de nombreux problèmes. Ils sont d'une extrême importance. Les hommes politiques raisonnables en Israël, les dirigeants palestiniens, les Américains, l'Europe, n'ont pas droit à l'échec, ni même au moindre faux pas. Sinon, un nouveau cauchemar attend le monde.



Destruction d'une maison de la colonie juive de Katif le 21 août 2005

misère, l'insécurité et la corruption ? Sera-t-elle capable de maîtriser les islamistes qui n'ont qu'une seule idée en tête – avec la complicité de certains milieux israéliens à qui cette issue rendrait service ? – transformer la bande de Gaza en "émirat" islamiste, terre de tous les excès et d'une expérience "néo-taliban" à l'est de la Méditerranée ?

Si cela se produit, la bande de Gaza, gérée par le Hamas que financent les ayatollahs de Téhéran – ils ne s'en cachent même pas – sera une nouvelle base de terrorisme islamiste dont la menace pour les pays musulmans modérés et réformateurs et pour l'Occident n'est plus à démontrer.

Développement

L'heure d'un choix économique et social pour l'avenir de la bande de Gaza et de sa population est enfin venue.

Cette terre évacuée par les colons n'était que désertique avant leur installation. Sur ce point, il faut leur donner raison et les com-

Lettres de Serbie

Hypocrisie occidentale

J'ai été amené à visiter le centre pétro-chimique de la Serbie qui est situé à Pancevo au nord de Belgrade, au sud de la province de Voïvodine. Cette visite avait été organisée par le Comité français catholique contre la Faim et pour le Développement (C.C.F.D.). Le thème était l'environnement et le développement. Ce complexe regroupant le pétrole que le gaz et tous les dérivés. Ces matières premières proviennent de Russie via Ukraine-Hongrie-Croatie par oléoduc ou de Russie via Roumanie-Bulgarie par mer et voie fluviale (mer Noire-Danube).

Ce complexe date des années 1985. Son bombardement en 1999 a créé une catastrophe écologique considérable dans le Danube, les nappes souterraines et la terre. Malgré des réparations de première urgence et le renouvellement naturel des eaux du Danube, l'état de ce complexe est lamentable à l'heure actuelle, mais il fonctionne. Les investisseurs étrangers lui reprochent de ne pas remplir les conditions minimum environnementales. En bref, sur le plan économique, ce centre qui est indispensable pour toute la Serbie demeure en l'état, pris entre l'hypocrisie des étrangers qui lui reprochent son état auquel ils ont contribué à 95 % et le pouvoir post-communiste serbe est le prétexte pour l'Europe d'attendre tant pour réparer ses torts que pour préparer l'avenir.

Gérald BEIGBEDER (Belgrade)

La nomenclature toujours en place

En Serbie-Monténégro on craint que la nomenclature post-communiste mais surtout communiste dé générée finisse par céder aux pressions américaines et européennes sur les questions de politique extérieure et de dignité nationale, afin d'éviter de procéder à des changements structurels intérieurs dont

elle risquerait collectivement et individuellement de payer le prix. À ce jour (1^{er} août 2005), le régime n'a pas changé depuis 1945 même si plusieurs gouvernements se sont succédé depuis lors.

II

D'autres pensent que le pouvoir en place et la classe de profiteurs politiques et économiques sur laquelle ce pouvoir s'appuie, cherchent à gagner du temps, en espérant que des événements imprévisibles viendront à leur secours dans l'avenir. Castro à Cuba, la dictature de Biélorussie et même la Corée du Nord fondent leurs espérances.

À ce jour (1^{er} août 2005), le régime n'a pas changé depuis 1945 même si plusieurs gouvernements se sont succédé depuis lors.

III

Enfin, d'autres encore pensent qu'avec le temps, la troisième ou la quatrième génération de la nomenclature, correctement éduquée, pourra être acceptée par l'Occident et constituera la nouvelle bourgeoisie à laquelle il ne sera pas demandé de comptes sur l'origine de ses biens, vue sa conformité aux normes de la bienséance et à l'éthique du moment. Il faudrait donc que la génération actuelle de ladite nomenclature tienne jusqu'à ce que cette nouvelle pousse arrive à point nommé.

À ce jour (1^{er} août 2005), le régime n'a pas changé depuis 1945 même si plusieurs gouvernements se sont succédé depuis lors.

CONCLUSION

Il faudrait être vigilant, en ce qui concerne la Serbie-Monténégro, avec cette nomenclature suspecte de mensonges tant permanents que congénitaux, et ne point se fier aux apparences trompeuses. Il faudrait manifester une sévérité accrue, sans relâche et de tous les instants. Sa perversité intrinsèque se manifesterait, en tout état de cause. Seule une éradication totale et sans remise pourra donner de l'espoir à ce pays et à l'ensemble de sa population.

G.B.

Une étape ?

Cette évacuation est-elle une étape ou, comme on a pu le dire un « acte pour solde de tout compte » ? Dans la première hypothèse, une fois la "souveraineté" palestinienne sur la bande ayant été réalisée, d'autres étapes devraient suivre selon la fameuse feuille de route pour aboutir à la création d'un État palestinien bénéficiant de la continuité territoriale et ayant, au moins de manière symbolique et sur quelques bâtiments, sa capitale à Jérusalem. Avec une solution équitable pour la gestion et la protection des Lieux saints des trois religions dans cette dernière ville.

Cela est le souhait des Palestiniens (à l'exception des islamistes radicaux), de la communauté internationale et d'une large fraction de l'opinion israélienne.

L'État hébreu et le général-Premier ministre, ainsi que ses successeurs, vont-ils consentir à cette issue, s'y résigner ? La fraction la plus dure de la classe politique et de l'opinion publique israéliennes, ne voit au mieux dans cette évacuation que l'ultime et unique concession faite aux Palestiniens. La bande de Gaza sera une sorte

DANS NOTRE COURRIER

Les soldats brésiliens ne sont pas des danseuses

■ Choqué par le commentaire de notre confrère Rivarol (22 juillet 2005) sur la présence de militaires brésiliens au défilé du 14-Juillet et par le dessin qui l'accompagnait, un de nos abonnés de Rio de Janeiro nous a fait part de son indignation.

De passage à Paris, je suis tombé sur un récent article de Rivarol qui traitait du Brésil. Cet article plutôt méchant avait un ton exceptionnellement raciste et contraire aux principes qui ont toujours caractérisé la droite traditionnelle française.

Entre la France et le Brésil, il existe une relation privilégiée remontant au XVI^e siècle. En ce temps là, la Cour de France a reçu la princesse indienne Paraguaçu, mariée à un militaire portugais. Depuis, beaucoup de missions scientifiques, artistiques, religieuses, sont venues au Brésil, tel le peintre Debret au XIX^e siècle (exposé actuellement à Paris).

De plus, les liens entre la famille impériale du Brésil et la famille de France sont étroits. Tout cela s'inscrit dans la logique de la mission historique de la France dans le monde. Cette mission justifie l'œuvre culturelle et religieuse que la France a menée sur les cinq continents. Cette idée est incompatible avec des idées racistes de n'importe quelle fausse droite.

Rivarol soutient que la participation du Brésil au 14-Juillet était exotique et présente la délégation brésilienne comme une sorte de « United Colors of Benetton » (sic), et ce de façon dépréciative. L'article présente d'une façon négative le président brésilien et sa politique internationale ; la musique des Fusilliers marins brésiliens est présentée comme composée de mépris portant des vêtements ridicules ! Cette musique a été créée en 1808 par la reine Dona Maria Primeira, reine du Portugal, exilée au Brésil du fait de l'invasion napoléonienne. C'est un uniforme historique qui ressemble beaucoup aux uniformes historiques des régiments traditionnels français.

L'article de Rivarol est illustré par un dessin de Chard qui représente un homme ressemblant à Che Guevara (qui pourtant n'était pas brésilien...) et d'une danseuse noire de samba fort dévêtue. Dans une bulle il est écrit : « Nous faisons partie de la délégation militaire brésilienne. » C'est à peu près comme si on introduisait une danseuse des Folies Bergères dans la Garde Républicaine. Un tel racisme anti-brésilien est inadmissible.

Paulo LOPES
dos SANTOS e SOUSA
Avocat à Rio de Janeiro

Une empreinte maurrassienne en Pays de Vaud

« **H**umaniste et patriote vaudois », telles sont les qualités mentionnées sur la plaque du Chemin Marcel-Regamey qui désigne une voie de la petite localité d'Épalinges, au-dessus de Lausanne. Cette reconnaissance publique dans un canton de Vaud qui se distingue par un goût immodéré du juste milieu et une pratique intensive de la démocratie sous toutes ses formes, cet hommage posthume ne laisse pas d'intriguer. Comme si, toutes choses égales d'ailleurs, la municipalité de Paris donnait le nom de Charles Maurras à un square de la capitale...

La fidélité de Marcel Regamey à Charles Maurras, était forte de convictions inentamées, qui le guideront jusqu'à son dernier souffle.

Car Marcel Regamey, né le 19 août 1905 à Lausanne et décédé le 23 juin 1982 à Épalinges, qui aurait donc cent ans, porta bien haut des valeurs et des idées chères au maître de l'Action française : la monarchie, l'empirisme organisateur, la défense inlassable de l'intérêt supérieur du pays, en l'occurrence du Pays de Vaud. Et aujourd'hui encore, les disciples de Regamey poursuivent son œuvre par le truchement de l'édition (les *Cahiers de la Renaissance vaudoise*), la presse (le bimensuel *La Nation*) et l'action politique dégagée des contingences partisanes (la Ligue vaudoise).

La proximité doctrinale entre Regamey et Maurras, qui s'esti-

maient mutuellement, ne souffre aucun doute. Cependant, cette proximité ne va pas sans quelques dissemblances qui tiennent aux particularités historiques, politiques, culturelles et religieuses, le canton de Vaud étant immergé dans la Réforme imposée par l'occupant bernois au XVI^e siècle. Du reste, l'éveil à la politique du jeune Marcel Regamey diffère sensiblement des années de formation du jeune Martégat.

L'horreur de la Révolution

Être sensible et de complexion fragile, alors que son père, boucher à Lausanne, était une force de la nature, Marcel Regamey puisera très tôt sa force dans la prière et la musique. Sa sensibilité fut heurtée un jour par une gravure représentant une scène atroce de 1792. Il racontera plus tard : « J'avais peut-être trois ou quatre ans. Accompagné de ma bonne, j'ai vu dans une vitrine un tableau qui m'a horrifié. On y voyait des révolutionnaires brandissant au bout d'une pique, devant les fenêtres de la reine Marie-Antoinette emprisonnée au Temple, la tête de la princesse de Lamballe décapitée. C'est de là que date mon horreur de la Révolution. »

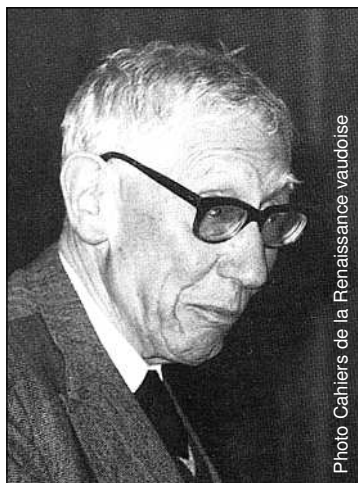
Adolescent réservé et néanmoins volontaire, il fonde en 1919 avec un groupe de collégiens une Association internationale monarchiste. Enfantillage ? Peut-être, mais première expérience politique qui s'inscrit dans le contexte troublé des lendemains de la Grande Guerre, et en réaction aux utopies wilsoniennes qui postulent le remplacement des « vieilles monarchies » d'Europe par un « ordre nouveau », dont la Société des

— par —
Guy C. MENUSIER

Nations sera l'un des consternants produits.

Découverte de l'Action française

Peu à peu, le petit cercle d'amis s'étoffe ; on y débat de philosophie, de théologie et, bien sûr, de politique. Pascal, Bonald et Maistre nourrissent la réflexion. Entretemps aura eu lieu une découverte « extraordinaire » (dixit Regamey), celle de *L'Action Française* et de Maurras. C'est en 1920. Jusqu'alors, selon les témoignages recueillis, nos collégiens réactionnaires ignoraient tout de l'Action française et étaient persuadés qu'il n'existait plus de mouvement royaliste en France.



Marcel Regamey (1905-1982)

Les disciples de Marcel Regamey tiennent beaucoup à cette chronologie qui, à les en croire, les exonère de l'imputation de suivisme. Le regretté André Manuel, qui fut rédacteur en chef de *La Nation* durant vingt-quatre ans, explique dans *Le chemin de Marcel Regamey**, publié en 1989 : « Cette découverte (de l'Action française), celle d'un journal royaliste à Paris et, qui plus est, d'un groupement important qui avait déjà son histoire, fut pour les fondateurs (du cercle vaudois) la confirmation de la première conclusion d'une analyse politique déjà mûre. Autrement dit, ce n'est pas l'Action française qui aurait détourné le mouvement de la considération des choses helvétiques, car à l'époque l'histoire et la politique suisses ne préoccupaient pas encore les collégiens.

Comme il est fréquent en Suisse romande, l'histoire de la France leur était plus familière que l'histoire de la Confédération. C'est l'Action française qui, par sa doctrine du nationalisme intégral, fit à Regamey et à ses

amis le devoir de s'occuper du pays, de son histoire et de ses besoins propres. Par là même, l'Action française rendit au mouvement un service de taille, celui de lui éviter de s'engager sur la voie de l'Internationale blanche s'opposant à l'Internationale révolutionnaire. »

Antidémocrate

Le substrat est solide. Marcel Regamey, désormais étudiant en droit à Lausanne, peut se lancer dans la lutte politique. En 1926, à la faveur d'une polémique dans la presse locale, il s'affiche comme antidémocrate, soutenant qu'on peut être un bon citoyen suisse tout en combattant le régime de la prétendue souveraineté populaire. Regamey et ses compagnons développent cette idée sacrilège dans la revue qu'ils viennent de fonder, *Ordre et Tradition*, matrice d'où naîtront dans les années trente *La Nation*, la Ligue vaudoise et les *Cahiers de la Renaissance vaudoise*.

Dans un petit livre offrant une excellente synthèse, *Monarchie, politique et théologie chez Marcel Regamey**, l'historien militaire et romancier Jean-Jacques Langendorf relève les points suivants : « Regamey constate que c'est sous les gouvernements républicains "purs" que les libertés sont le moins assurées. Pour la Suisse, la cassure a eu lieu en 1798 avec la fin de l'ancienne Confédération, provoquée par l'invasion des troupes du Directoire. Dès lors, et jusqu'à l'Acte de Médiation de 1803, le despotisme républicain et centralisateur a régné sur le pays. Quant à la Révolution libérale de 1830, qui affirme la souveraineté populaire, elle consacre en règle générale un régime étatique et despotique. Ainsi, Regamey inverse délibérément la perspective historique qui est celle des libéraux. Eux qui se considèrent comme les parangons des vertus progressistes, les voici taxés d'étatistes et de despotes. Quant à l'Ancien Régime, honni et abhorré par toute une historiographie républicaine, il est présenté comme le modèle le plus apte à garantir les libertés personnelles. La question qui se pose ensuite est de savoir quel sera le régime qui conviendra le mieux au Pays de Vaud. Pour Regamey, il doit s'agir d'un régime modéré, propre à assurer intérêts locaux et intérêts professionnels. »

À cet effet, il préconise, notamment, la création d'une chambre des corporations. Et la monarchie bourguignonne comme la monarchie savoyarde ayant façonné « un État cantonal dont le républicanisme n'est pas le fon-

dement », il faut qu'un seul magistrat détienne le pouvoir souverain, un « pouvoir viager et non héréditaire en droit ». Jean-Jacques Langendorf précise que « Regamey, dont la perspective n'est nullement sécessionniste, n'oublie pas que le canton de Vaud fait partie de la Suisse. Mais pour lui, il s'agit de donner une valeur particulière à cette entité par rapport au reste du pays et ce qui doit compter, c'est le nationalisme vaudois ». Pour apprécier la subtilité du raisonnement, il importe de ne pas perdre de vue la structure fédérale de la Suisse, composée d'États cantonaux.

Faute de dynastie nationale et de prétendant, le monarchisme de Marcel Regamey laisse un brin perplexe, y compris parmi ses disciples. C'est avant tout un idéal politique. Pour autant, dans les affaires de la Cité, Regamey n'a rien d'un rêveur. Pragmatique, se gardant des compromissions et adepte de l'empirisme organisateur, il n'aura de cesse d'œuvrer selon ses moyens, sans négliger les fruits de l'expérience ni même les outils démocratiques. Ainsi sera-t-il, avec la Ligue vaudoise, à l'origine de plusieurs référendums d'initiative populaire, parfois avec le concours d'hommes de parti.

Fidélité

Chez Regamey, l'action ne va pas sans la réflexion, celle-ci précédant celle-là. On a vu que, tout jeune, il s'était nourri de Maistre et de Bonald. Il faut ajouter l'apport majeur de saint Thomas après un détour par le positivisme d'Auguste Comte. Et, bien entendu, Maurras qui fournira la méthode et confortera Regamey dans ses premières intuitions.

Les deux hommes, le Vaudois et le Martégat, éprouveront l'un pour l'autre amitié et respect. Maurras fit souvent le voyage de Lausanne, où il donna encore une conférence en 1942 ; de son côté, Regamey se rendit une ou deux fois à Martigues. Cette amitié ne faillira pas au moment de l'épreuve, comme l'atteste ce rappel de *La Nation* dans un de ses numéros de 2002 : « Quand, après la guerre, Maurras fut accusé, contre toute justice, d'intelligence avec l'ennemi, M. Regamey écrivit à son avocat pour témoigner de l'horreur que Maurras éprouvait à l'égard de l'occupant allemand. » Une fidélité forte de convictions inentamées, qui guideront Marcel Regamey jusqu'à son dernier souffle. ■

* Les ouvrages cités ici ont été publiés par les Cahiers de la Renaissance vaudoise.

Maurras, serviteur de la vérité

En avril 1948, *Aspects de la France* publiait un numéro spécial sur Charles Maurras à l'occasion de son 80^e anniversaire. Marcel Regamey envoyait un beau témoignage dont voici l'essentiel :

« Charles Maurras n'a été, dans sa vie, que le serviteur de la vérité. Il n'a jamais transigé sur les idées qu'il jugeait conformes au réel. Ni l'opportunité, ni la crainte, ni l'amitié ne l'ont fait dévier de la ligne droite. Et c'est la vérité qui, au milieu de tous les abandons et de toutes les persécutions, lui est restée fidèle : lorsque sa parole, étouffée par la contrainte, ne parvient plus jusqu'à nous, les événements parlent pour lui et illustrent, combien éloquemment, sa pensée et ses écrits.

Charles Maurras a 80 ans, mais son œuvre a conservé intacts l'accent, le charme et la force de la jeunesse. L'influence qu'elle a exercée n'est que peu de chose par rapport à celle qu'il déploiera lorsque les esprits, dégagés des luttes politiques d'aujourd'hui, pourront l'aborder sans préjugés et découvriront, non seulement la rigueur de la doctrine, mais encore la profonde humanité de notre grand ami. »

Marcel REGAMEY

L' A . F . R E Ç O I T

Olivier Delacrétaz L'héritage doctrinal

■ C'est en 1977, cinq ans avant son décès, que Marcel Regamey a transmis la direction du Mouvement de la Renaissance vaudoise, autrement dit de la Ligue du même nom, à Olivier Delacrétaz alors âgé de trente ans. Ce graphiste professionnel s'est révélé être un fin analyste politique, comme l'attestent ses éditoriaux de *La Nation* et ses essais (entre autres *Le goût du bien commun* publié cette année), tout en se montrant sur l'essentiel fidèle à l'héritage légué par le fondateur. Le président de la Ligue vaudoise nous a reçu au siège de son mouvement, au cœur de Lausanne, et a bien voulu répondre à nos questions.

L'ACTION FRANÇAISE 2000. – Que reste-t-il de l'héritage de Marcel Regamey ?

OLIVIER DELACRÉTAZ. – Du point de vue des principes, il n'y a pas de grand changement. Les principales déterminations générales, concernant la primauté de l'intérêt national, ceci repensé très tôt par Marcel Regamey, le pouvoir originel des cantons dans le cadre de la Confédération, mais aussi la neutralité et l'indépendance de la Suisse, ces principes-là sont entièrement restés.

Évidemment, les discours ont un peu changé. Des tas de questions nouvelles se posent aujourd'hui. Nous devons faire face à un pouvoir fédéral qui est beaucoup moins conscient qu'avant de l'importance de la neutralité, qui est moins soucieux de l'intérêt national, disons par rapport à l'étranger. Et sur le plan cantonal, la démocratie a totalement joué son rôle délétère. On voit progressivement les communautés intermédiaires s'affaiblir, même si la nature résiste par la force des choses.

Dans les années 70-80, il y avait encore ce qu'on appelait, dans le canton de Vaud, une majorité silencieuse, c'est-à-dire des personnes conservatrices, sans que cela résulte d'une doctrine. Depuis lors, l'étatisme grandissant, et en parallèle l'individualisme, cette majorité silencieuse a disparu, ou alors elle se situe plus à gauche, avec des références plus étatistes et internationalistes qu'auparavant.

Encore une fois, au niveau des principes, que ce soit à l'égard de la démocratie, de l'étatisme ou du libéralisme, notre position de fond n'a pas varié. La nature n'ayant pas changé, les principes généraux restent intangibles. Et nous n'avons jamais cédé sur aucun point par souci de plaire. Il est vrai que nous sommes protégés par le fait que nous ne présentons personne aux élections, ce qui nous donne une très grande liberté.

La démocratie directe

A.F. 2000. – Quelle influence la Ligue vaudoise exerce-t-elle aujourd'hui ?

O.D. – Cette influence passe par un effort sans cesse renouvelé de promotion de notre journal *La Nation*,

avec de nombreux abonnements à l'essai pour des destinataires ciblés. *La Nation* assure encore aux idées que nous défendons une certaine vigueur. Mais il est clair que tout ce monde rural, viticole, qui faisait écho, pas forcément intellectuel, à nos prises de position, cette majorité silencieuse dont je parlais se désagrègeant dans une certaine mesure, notre audience s'en est



Marcel Regamey et Olivier Delacrétaz dans les années soixante-dix.

affaiblie d'autant. Néanmoins, nous avons par bonheur la démocratie directe, certes une représentation un peu dégradée des communautés intermédiaires, mais ce système nous permet de jouer un rôle et de revenir sans cesse sur certaines questions. Ainsi, nous avons lancé récemment une initiative sur les communes qui a réuni dix mille signatures et a donc abouti ; ce projet de modification constitutionnelle, soutenu par plus de cent syndics (maires), sera soumis au vote du peuple vaudois d'ici à la fin de 2006. Nous sommes aussi intervenus dans les votations sur l'O.N.U. et sur l'Union européenne.

J'ajouterai que nous continuons à trouver des jeunes qui rejoignent notre mouvement et s'engagent dans l'action politique.

Le réalisme traditionnel

A.F. 2000. – Selon Marcel Regamey, « la monarchie nationale est un bienfait si grand, elle dépasse à un tel degré la volonté humaine que les peuples chrétiens ont pu, avec raison, en faire remonter l'origine jusqu'à Dieu lui-même ». En quoi l'idée monarchique puis le maurrassisme entrent-ils en résonance avec la réalité vaudoise ?

O.D. – Aux fondateurs de la Ligue

vaudoise, qui étaient passionnés par l'Action française, par cet extraordinaire bouillonnement d'intelligence, à une époque où mille choses semblaient possibles, Maurras avait dit : voyez chez vous quelle est la manière dont votre pays est né, et d'abord quel est votre pays, et retrouvez les principes fondamentaux qui permettent d'atteindre un certain bien commun.

Les études historiques ont permis de faire remonter les origines du Pays de Vaud à Pierre de Savoie, qui a commencé à se constituer un territoire autour de Moudon, au XIII^e siècle. Cela a créé dans l'inconscient collectif de ce peuple d'alors un sentiment d'appartenance commune et dicté une certaine attitude à l'égard du pouvoir, ce qui permet de dire qu'il existe une vocation monarchique dans le canton de Vaud. Celui-ci, contrairement à la plupart des cantons suisses, ne

s'est pas fait à partir d'une ville qui acquiert des propriétés, ou de petites associations communales qui s'unissent pour défendre leurs libertés face aux puissants. Mais c'était vraiment là un pays conçu comme tel et créé presque de toutes pièces par un prince, Pierre de Savoie.

Cette approche historique a été fortement contestée dans le passé par ceux qui considéraient que le canton de Vaud était devenu une patrie à partir de 1536, c'est-à-dire quand, d'une part, les protestants ont chassé le catholicisme et, d'autre part, les Suisses allemands nous ont apporté toute l'idéologie suisse avec le sens alpestre de la liberté. Or, maintenant, des historiens n'ayant pas partie liée avec la Ligue vaudoise confirment pour tout l'essentiel les analyses historiques de Marcel Regamey, sinon forcément les enseignements qu'il en tire. Alors, on a quelque droit à considérer que le canton de Vaud doit beaucoup à l'organisation institutionnelle que lui a donnée Pierre de Savoie et, par conséquent, à une conception monarchique du pouvoir.

Cela étant, le maurrassisme n'a de sens ici que dans la mesure où il coïncide avec notre réalisme traditionnel et une fois qu'il est interprété en fonction de la réalité vaudoise. D'ailleurs, Maurras ne tenait pas à faire de l'exportation de la monarchie. Il avait une bonne compréhension de la Suisse ; pour lui,

“LE GOÛT DU BIEN COMMUN”

■ Il ne suffit pas de définir le bien commun. Encore faut-il en éprouver et en faire éprouver le goût. Les définitions n'encerclent jamais totalement cette réalité complexe, cette chose désirable, cette perfection vers laquelle tend une communauté dans l'accomplissement de sa finalité. Ainsi Olivier Delacrétaz, dans un ouvrage d'une densité et d'une portée étonnantes, nourri d'une longue expérience des réalités politiques en Suisse et intitulé *Le goût du bien commun* (1), peut-il écrire : « L'effort pour le bien commun fait partie du bien commun. »

nismes réduisant en fin de compte l'autonomie de la personne) et en vient à sa deuxième approche du bien commun : celui-ci est « l'œuvre d'une autorité », donc d'une personne dont la fonction est de porter sur la communauté un regard spécifique et d'orienter en ce sens les volontés libres. Car dans un monde où « la liberté, l'égalité et la fraternité ont été absolutisées au-delà de leur nature, simplifiées, déifiées au point de faire éclater la communauté qui seule peut les incorporer de façon réaliste et leur donner leur plein épanouissement », il importe de rappeler que le bien commun recentre l'individu par rapport aux autres et par rapport à soi-même.

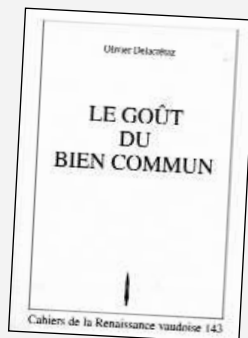
Les communautés

Il faut d'abord dépasser les fausses oppositions exacerbées par la pensée moderne entre intérêt particulier et intérêt général, entre la personne et l'État... Dans la ligne d'Aristote et de saint Thomas d'Aquin, il tire toutes les conséquences de la formule un peu trop ressassée : « l'homme est un animal politique », à savoir qu'il ne se réalise, s'accomplit, s'épanouit qu'à travers les communautés familiale, professionnelle, politique, religieuse... auxquelles il appartient. Au terme d'une étude approfondie de ces dernières, Olivier Delacrétaz conclut par une première approche : « Le bien commun ne consiste pas en une accumulation de richesses, de terres ou de connaissances ; [...] il est une certaine harmonie, un certain bonheur dans les relations humaines, il vaut incommensurablement plus que les biens qu'il compose. »

Cette idée de relations humaines au service d'un bien toujours à défendre et à réinventer nous porte loin des monstres froids que sont devenus les États modernes. D'où l'admiration de Delacrétaz pour la monarchie française, ce « déploiement d'une autorité familiale sur des territoires réunis dans un dessein à la fois patrimonial et politique ». « L'autorité politique prend ici une évidence, inspire un degré de confiance qui réduit au minimum le recours nécessaire à la force publique. »

L'individu

Étudiant ensuite « l'individu dans la communauté », l'auteur écorche au passage le personalisme (qui, porteur d'un certain angélisme, inspire des méca-



Le monde

Enfin, troisième approche : les communautés entre elles. Sont alors dénoncées les équivoques entretenues aujourd'hui autour du principe de subsidiarité. Puis, après de fortes pages sur les rapports entre l'Église et l'État (chacun souverain dans son ordre), se pose la question des rapports internationaux, voire celle de la nostalgie d'une « unité humaine ». Delacrétaz est formel : c'est par la nation que l'on s'ouvre à l'universel : « La nation est à l'humanité comme la culture à la nature, comme le droit positif au droit naturel, comme l'acte à la puissance. L'humanité ne s'actualise que dans et par les nations. Ce n'est pas l'addition des nations qui forme l'humanité. C'est chaque nation qui est l'humanité, qui reconstitue l'unité et l'universalité de l'humanité sur son territoire. »

Nous n'avons donné ici qu'un aspect de l'ampleur des réflexions contenues dans cet ouvrage si lucide. On le referme convaincu que l'engagement inconditionnel de ceux qui ont encore le sens du service de leur pays finira par porter ses fruits.

Michel FROMENTOUX

(1) Cahiers de la Renaissance vaudoise, 168 pages.

la démocratie des cantons primitifs, au fond, entrait en résonance d'une certaine manière avec ses théories, en ce sens qu'il s'agissait de gouvernements réalistes et soucieux du bien commun.

On peut ajouter que Marcel Regamey a bien connu Charles Maurras, qui est venu plusieurs fois à Lausanne. Cet aspect-là du contact personnel s'est évidemment atténué. Néanmoins, *La Nation* a consacré en 2002 un numéro à Maurras à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa mort.

Certains membres de la Ligue vaudoise qui n'avaient pas lu Maurras dans leur jeunesse l'ont découvert plus tard. Du point de vue

doctrinal, il faut noter que cet apport maurrassien a éloigné les membres de la Ligue vaudoise d'une Internationale blanche, qui était toujours un risque. Aujourd'hui, pour nos jeunes, c'est une évidence, même si elle ne passe pas explicitement par Maurras. C'est quelque chose qui a été entièrement assimilé.

Propos recueillis par Guy C. MENUISIER

* *La Nation* et *Les Cahiers de la Renaissance vaudoise*, place Grand-Saint-Jean 1, case postale 6724, 1002 Lausanne, Suisse.

Courriel : courrier@ligue-vaudoise.ch

La royauté en Chine... et en France

■ Dans son ouvrage sur *La Royauté primitive*, le docteur Nghiem souligne : « **L'homme a deux cerveaux : 1) Le cerveau droit émotionnel contrôlant les émotions (colère, terreur), l'humeur (joie, plaisir, tristesse) et l'intuition (appréhension globale et immédiate). Il permet encore la créativité, l'imagination, la foi, la croyance et le sens esthétique. 2) Le cerveau gauche de la conceptualisation, de la symbolisation, du raisonnement analytique et synthétique.** » Les Chinois utilisent avant tout le cerveau droit ;



les Occidentaux donnent la prédominance au cerveau gauche. La synthèse est réalisée par le christianisme qui, pour l'auteur, est la première religion du monde.

Il y a aussi des correspondances dans les royautés primitives en Chine et en Occident. Dans l'Empire du Milieu, les dynasties se succèdent, mais le roi demeure le fils du Ciel, ce qui lui impose des devoirs. Il en était de même chez les peuples antiques du vieux continent où « **la royauté était sacrée. Le Roi participait de Dieu et de l'homme, étant fils de Dieu. Chez tous les peuples (Grecs, Romains, Germains, Celtes, etc.), dans les temps très anciens, primitifs même, les dieux n'hésitaient pas à s'accoupler avec une "mortelle" afin de créer une lignée royale ou simplement illustre !** »

L'auteur s'attache à analyser les ressorts de la royauté et des

diverses formes de religion en Chine. Son ouvrage est à cet égard fort instructif sur la mentalité d'un grand peuple de l'Extrême-Orient qui a exercé son influence dans les pays avoisinants et qui nous enseigne une certaine forme de sagesse.

La réflexion du docteur Nghiem le conduit à appeler de ses vœux le retour de la monarchie chrétienne en France, meilleure garantie contre le danger totalitaire et l'égalitarisme uniformisateur. On y prêtera d'autant plus attention que son regard est celui d'un homme d'Extrême-Orient qui entreprend de jeter un pont avec notre civilisation.

Pierre PUJO

* Docteur Minh Dung Louis NGHIEM, *La Royauté primitive, Le modèle asiatique. Éd. de Paris, 100 pages, 15 euros.*

*

Jacques Dejouy Les cahiers de Sophie Blancobole

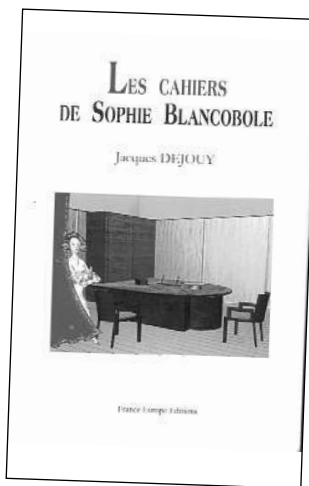
■ Le patron d'un important groupe industriel annonce un jour la fermeture de la plupart de ses usines et, loin de susciter une protestation générale, reçoit l'adhésion de tout son personnel. Il considère en effet que beaucoup de tâches inutiles peuvent être supprimées et qu'en ne conservant que les emplois productifs et en augmentant le rendement par la robotisation, on peut réaliser de sérieuses économies et donner des loisirs à une grande partie du personnel... L'expérience réussit et elle est étendue à l'échelle nationale.

Cette fiction, dont la vedette est la dévouée collaboratrice de Monsieur Muller, met en scène toutes sortes de personnages qui sont des archétypes du monde des affaires. Leur humour, leur ironie rendent le récit plaisant tout en donnant à réfléchir.

Le propos de l'auteur, en effet, n'est pas futile. Il est d'instruire le procès de la « **religion du travail** » qui empoisonne le monde moderne. La machine devait libérer l'homme, elle l'asservit. Travail vient du latin *tripalium* qui était un instrument de

torture. Aujourd'hui le travail est trop souvent abrutissant parce qu'on a perdu de vue sa finalité qui est de permettre la subsistance de l'homme et de sa famille et l'épanouissement de chacun ;

Jacques Dejouy rappelle que nos ancêtres, malgré un labeur épuisant, trouvaient le temps de bâtir des cathédrales. Ils possé-



daient le juste sens de travail. Nous devons retrouver les valeurs spirituelles et morales occultées par le règne de l'argent inauguré par la Révolution française.

Alors travailler moins en supprimant les gaspillages et en usant mieux du machinisme ? Le programme est séduisant et certains pourraient trouver là un justification des 35 heures généralisées. Ce n'est pas l'intention de l'auteur qui propose au préalable une autre organisation du travail. Le risque est qu'un État totalitaire impose la répartition du travail et du temps libre. À moins qu'une réforme intellectuelle et morale adoptée par tous ne change les perspectives de notre vie sociale...

P.P.

* Jacques Dejouy, *Les cahiers de Sophie Blancobole. France Europe Éditions. 160 pages. 14,50 euros.*

Figures de Saints

Ernest Hello par Pierre LAFARGE de la tranquille sérénité qui sied aux meilleurs d'entre

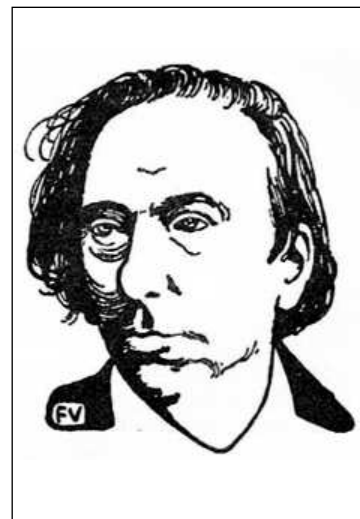
leur de *L'Homme*, a séduit autant les dandys catholiques (Barbey d'Aurevilly, Huysmans) que les anarchistes chrétiens (Bloy et Bernanos). Disciple du curé d'Ars, collaborateur du journal de Louis Veuillot, *L'Univers*, cet avocat breton, armé d'une plume redoutable, a laissé une œuvre emplie de prophétisme et de mysticisme. On ne sera donc pas surpris de le découvrir au catalogue des jeunes éditions du Sandre, où Barbey et Joseph de Maistre côtoient Lord Byron et Oscar Wilde, puisqu'elles semblent avant tout privilégier l'esthétisme sous ses formes les plus diverses.

La *Physionomie des Saints* est parue pour la première fois en 1875. Cet ouvrage apologétique regroupe une quarantaine de portraits de saints les plus divers, connus ou méconnus, Pères (saint Augustin) et Docteurs de l'Église (sainte Thérèse d'Avila) ou martyrs des premiers siècles (saint Christophe), apôtres (saint Paul) et même prophètes de l'Ancien Testament (Élie, Ézéchiel). Hello insiste sur la profonde humanité de ces modèles de chrétiens : « **Une des grandes erreurs du monde consiste à se figurer les Saints comme des êtres complètement étrangers à l'Humanité, comme des figures de cire, toutes coulées dans le même moule. C'est contre cette erreur que j'ai voulu particulièrement lutter.** »

Tranquille sérénité

Sa plume virulente, son écriture bouillonnante, il les met au service

les hommes : « **Un des caractères de l'Église catholique, c'est son invincible calme. Ce calme n'est pas la froideur. Elle aime les hommes, mais elle ne se laisse pas séduire par leurs faiblesses. Au milieu des tonnerres et des canons, elle célèbre l'invincible gloire des Pacifiques.** »



Ernest Hello (1828-1885)

Hello renoue donc ici avec le martyrologe, dans sa diversité et son unité, et ce avec sa flamboyance habituelle. Redécouvrez vite ce polémiste injustement oublié qui aimait par dessus tout déranger les habitudes.

* Ernest Hello, *Physionomie des Saints. Éditions du Sandre, 57, rue du Docteur Blanche, 75016 Paris. 318 pages, 32 euros.*

Votre fin d'été en Bretagne

Ouessant

■ Le 7^e Festival du Livre insulaire d'Ouessant se déroulera du 24 au 28 août 2005 à Lampaul. Cette année, après Haïti, c'est l'Irlande qui sera à l'honneur. Mais vous retrouverez également les littératures des îles bretonnes, de la Corse, de l'Océan Indien, des Antilles et du Pacifique pour cette grande fête de la littérature, grâce à l'hospitalité et à la mobilisation des ouessantins. Seront notamment présents sur l'île : Hervé Jaouen et Henry Le Bal.

À ne pas manquer, le récital de *L'île ultime*, le vendredi 26 août à 21 heures en l'église de Lampaul, avec des textes d'Henry Le Bal, qui vous entrainera au Brésil, et la participation à l'orgue d'Olivier Struillou.

P.L.

* Festival du livre insulaire. Village de Toulalan, 27242 Ouessant. Tél. 02-98-90-33-32. Site internet : <http://jacbayle.club.fr>

Chouannerie

■ Le Musée de la Chouannerie, qui doit beaucoup à l'historien Rey-



Soldat chouan

nald Secher, est ouvert jusqu'au 30 septembre. Installé dans un ancien bunker allemand à l'entrée de la presqu'île de Quiberon. Il propose des vitrines, des mannequins, des maquettes et divers souvenirs évoquant les différentes guerres de l'Ouest qui se déroulèrent de 1789 à 1832 : chouannerie, Vendée militaire, débarquement de Quiberon (1795)... Les grands chefs militaires bretons sont bien entendus à l'honneur, qu'il s'agisse de Cadoudal ou de La Rouërie. Une initiative à soutenir pour que le souvenir des héroïques combattants royalistes et catholiques de l'Ouest demeure le plus vivant possible. Le musée propose également une boutique et une librairie bien achalandées.

P.L.

* Musée de la Chouannerie et des guerres de l'Ouest. Bois du Bêgo, 56340 Plouharnel. Tél. 02-97-52-31-31. Prix de l'entrée : 5 euros. Gratuit pour les moins de 16 ans.

L'ACTION FRANÇAISE TARIF DES ABONNEMENTS (paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (un an)	76	5. Abonnement de soutien (un an)	150
2. Premier abonnement Étranger (un an)	85	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an)	45
3. Abonnement ordinaire (un an)	125	7. Outre-mer (un an)	135
4. Abonnement de six mois	70	8. Étranger (un an)	150

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
.....
.....
Ville..... Code postal.....

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

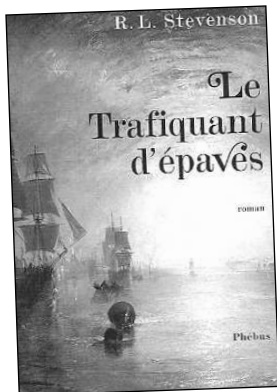
Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris - C.C.P. Paris 1 248 85 A

Gens de lettres et de mer

Il n'est pas de héros plus complet, plus près du surhomme, que celui du roman maritime, affronté à la triade que sont la mer, l'amour et la mort. Pour lui, aucune des échappatoires ni des lâchetés ordinaires que permet la vie à terre. Cependant, tout l'art de l'écrivain est de lui conserver son humanité. Ou de se résoudre à prendre le contre-pied de l'archétype littéraire.

L'épreuve de la vie

Tel est le choix de Robert Louis Stevenson quand, en 1891, il écrit *Le trafiquant d'épaves*. Lorsqu'il commence ce livre, il est l'auteur de *L'île au trésor*, sommet de la littérature d'aventure ; il ne paraît pas possible qu'il puisse faire mieux. Le sachant, sa trouvaille sera de faire autre chose.



Loudon Dodds, personnage principal et narrateur, sera donc aux antipodes de toutes les conventions. Mol héritier d'un millionnaire du Colorado, le jeune homme ne se sent nulle attirance pour les affaires paternelles et poursuit à Paris des études de sculpture pour lesquelles, très vite, il s'avère qu'il n'a aucune disposition. Ce qui ne serait pas grave si, pendant qu'il s'initie à une version dorée de la vie de bohème, son père ne venait à mourir, ruiné...

Dès lors, Loudon, incapable de se débrouiller seul dans une existence rude, se raccroche à son meilleur ami, autodidacte éperdu d'admiration devant ce qu'il prend pour son génie. Associés dans des combines douteuses à San Francisco, les deux jeunes gens, en passe de devenir riches, décident de racheter le *Flying Scud*, navire naufragé sur les récifs de Midway. Pratique courante et lucrative. À ce détail près qu'à la vente aux enchères, un concurrent surenchérit jusqu'à leur faire dépenser cent fois ce qu'ils entendaient donner pour l'épave. Persuadé que cette flambee des prix s'explique par l'existence de quelque fabuleuse cargaison clandestine, Loudon s'embarque pour le Pacifique, où, en sus de ses illusions et de ses rêves de fortune, il ne tardera pas à laisser une bonne part de ses principes.

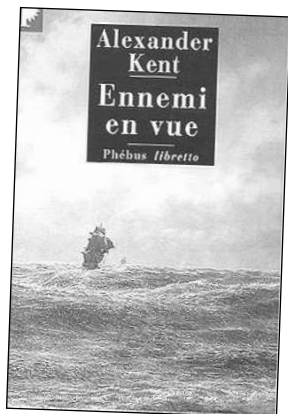
Anti-aventurier absolu, dont la seule ambition est d'aller vivre de ses rentes à Barbizon, Loudon apparaît, au fil des pages, un jeune

homme sans ressort ni grand intérêt, assez dépourvu de fierté, mais que le souffle du grand large arrachera à ses routines pour le lancer sur la piste, semée de périls, d'un trésor sans consistance. À moins que le seul trésor qui vaille soit de se révéler à l'épreuve de la vie, et de se surpasser.

Stevenson, quadragénaire et malade, qui puise dans sa découverte du Pacifique Sud un surcroît de vitalité, détourne ici, avec une habileté suprême, mais qui déconcerta les lecteurs habitués à la simplicité du roman d'aventure traditionnel, tous les tics, tous les trucs du genre, pour raconter une histoire autrement plus ambitieuse, plus crédible aussi, de celles qui laissent espérer, même aux plus désabusés, que l'inattendu peut surgir, à n'importe quel moment, juste au coin de la rue.

La Royal Navy au XVIII^e siècle

Alexander Kent décide, vers 1970, de se consacrer à une vaste reconstitution de la vie à bord des vaisseaux de la *Royal Navy* à la fin du XVIII^e siècle. Pour ce faire, il crée le personnage de Richard Bolitho, embarqué à douze ans comme midship en 1774, et qu'il ne lâchera pas avant de l'avoir conduit au grade d'amiral, au terme des guerres de l'Empire. À ce jour, dix-sept volumes ont été traduits en français, qui mènent le lecteur jusqu'en 1805. Une pareille entreprise, historiquement irréprochable, et même pointilleuse, aurait pu, à la longue, s'avérer fastidieuse, car les batailles navales, les intrigues de l'amirauté, la compétition armée avec la marine française et les rivalités de personnes demeurent, de livre en livre, tout comme la méticuleuse description du quotidien sur une frégate ou un trois-ponts.



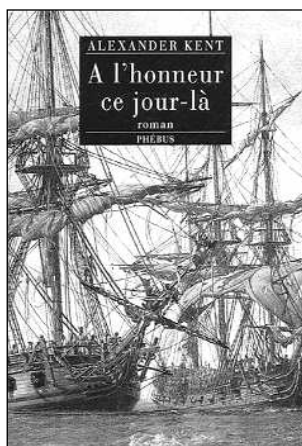
Or, et c'est une gageure presque impossible, Kent, bien qu'il travaille sur des schémas pratiquement parallèles d'un volume à l'autre, parvient à ne jamais se répéter, ni lasser son public.

L'explication de cette réussite tient à la qualité de ses personnages. Outre un foisonnement balzacien, car ils sont des centaines à se bousculer dans ces pages, dont une douzaine seulement joue un rôle récurrent, la personnalité de Bolitho lui-même, fort attachante,

par
Anne BERNET

est pour beaucoup dans le désir de suivre l'écrivain et son héros, tous deux encore capables de réserver des surprises.

À ceux d'entre vous qui, en dépit de mes conseils répétés, n'auraient pas plongé dans la série, s'offre la possibilité de la lire en collection semi-poche, qui reprend peu à peu les titres, dans le désordre.



Le quatrième paru est un des meilleurs, *Ennemi en vue*. En 1794, Bolitho, commandant un vieux vaisseau à bout de souffle, *l'Hypériorion*, est envoyé renforcer l'escadre de blocus devant l'estuaire de la Gironde. Blocus déjoué par l'escadre de Lequiller, amiral républicain et parfait produit des conceptions révolutionnaires de la guerre. Horrible par les méthodes du personnage, Bolitho se lance à sa poursuite à travers l'Atlantique, difficile partie de colin-maillard aggravée par la présence à son bord de son supérieur direct, un lâche doublé d'un arriviste, la survenue imprévue d'un neveu qu'il s'ignorerait, la réapparition, peu souhaitable, du père de celui-ci, mouton noir d'une honorable famille, et la nouvelle du décès de sa jeune épouse. Confronté à tant de problèmes, personnels ou nationaux, bourrelé de doutes, Richard paraît près de sombrer.

Confrontation décisive

Paraissant en édition normale, *À l'honneur ce jour-là* retrouve Bolitho dix ans plus tard, toujours à bord de *l'Hypériorion*, auquel le lient tant de souvenirs heureux ou tragiques, mais désormais contre-amiral : le plus jeune de la flotte avec Nelson. Sous ces apparences de réussite, Richard dissimule cependant sa part d'angoisses et de souffrances intimes : la crainte de perdre la vue à la suite d'une blessure mal soignée, l'échec patent de son mariage, et une solitude grandissante. Jusqu'au jour où, aux Antilles, le destin lui fait retrouver une jeune femme qu'il aime jadis et qui lui apparaît plus proche de lui que son ingrate épouse. Mais, si explicable que soit son coup de cœur, il sait que ni ses supérieurs ni ses proches n'accepteront de le voir

ainsi bousculer les convenances. À l'heure où se prépare la confrontation décisive avec la marine napoléonienne, Bolitho parviendra-t-il à concilier les exigences du devoir et son ultime espoir de retrouver le bonheur ?

On ne peut qu'admirer l'art de la psychologie de Kent, et l'habileté qu'il met à serrer de près l'évolution des sentiments de ses personnages, leur refusant, par souci de véridité, une infaillibilité qui serait, en effet, inhumaine.

Tendresse et compréhension

C'est un regard assez similaire, où la tendresse et la compréhension ne se confondaient point avec la complaisance, que Roger Vercelet portait, dans les années 30, sur le petit monde des terre-neuvas et des pêcheurs hauturiers de Saint-Malo, de Cancale ou Granville. Vercelet vieillit très bien, et, sortant d'un purgatoire littéraire plus court que la moyenne, prend sa place parmi les classiques, et parmi les trop peu nombreuses illustrations françaises du roman maritime.

La collection Omnibus a rassemblé en un seul volume l'essentiel de son œuvre de mer, accompagnée de notices explicatives concernant les navires de l'époque, jolies illustrations à l'appui, ou les techniques de pêche, ainsi qu'une chronologie et des indications biographiques bienvenues.

Vercelet, instruit par l'expérience des tranchées, puis par celle de

l'enseignement, n'avait pas des hommes une vision manichéenne, et ses personnages ne sont jamais tout d'une pièce. Que ce soit le matelot rescapé de *En dérive*, un temps perdu sur les Bancs de Terre Neuve et qui revient au pays amnésique, incapable de dire ce qu'il est advenu de son compagnon, *Maria, la Clandestine* qui s'embarque pour l'amour d'un gars qui ne la vaut pas, les capitaines de grands voiliers de *Au large de l'Eden*, Jean Villemeur, *Ceux de la Galatée*, *La peau du diable*, *Atalante*, les coquilliers de *La Caravane de Pâques*, ou le patron du navire de sauvetage brestois de *Remorques*, tous ont en commun des ressources inattendues, et plus souvent pour le bien que pour le mal.

Surtout, en cette entre-deux-guerres, Vercelet s'est fait le chroniqueur attentif et précis d'une profession en pleine mutation, et d'un univers, celui de la marine à voiles, déjà en agonie, qui ne devait pas survivre à la Seconde Guerre mondiale. Fidèle écho des derniers "torcheurs de toile", il les a sauvés de l'oubli.

* Robert Louis Stevenson : *Le trafiquant d'épaves*. Éd. Phébus. 435 p., 22 euros (144,31 F).

* Alexander Kent : *Ennemi en vue*. Éd. Phébus-Libretto. 382 p., 10,50 euros (68,88 F).

* Alexandre Kent : *À l'honneur ce jour-là*. Éd. Phébus. 365 p., 20 euros (131,19 F).

* Roger Vercelet : *Romans maritimes*. Omnibus-Presses de la Cité. 1350 p., 23,63 euros (154,81 F).

LUS AUSSI

● Hector Malot : *LE MOUSSE*

Il ne reste pas grand chose, hormis *Sans famille*, de l'œuvre de Malot. Aussi prendra-t-on plaisir à cet inédit posthume, écrit pour sa petite-fille, et que son éditeur renonça à publier. Olwenn, unique rescapée du naufrage d'un vapeur gallois recueillie par de braves pêcheurs normands, pourra-t-elle faire reconnaître son identité et hériter de son grand-père ? On sait bien que oui, mais en attendant, on se sera régalé d'une des plus belles scènes de tempête de notre littérature.

* Le Rocher. 220 p., 14,98 euros (98 F).

● Collectif : *CENT POÈMES DE LA MER*

Une anthologie thématique, remarquablement illustrée de clichés en noir et blanc, de la poésie francophone, accompagnée de notules biographiques et bibliographiques où Baudelaire, Valéry, Hérédia, Rimbaud, voisinent avec des auteurs ignorés qui méritent d'être découverts. Un absent de marque, cependant, La Ville de Mirmont dont *L'horizon chimérique* eût été ici à sa place.

* Presses de la Cité. 220 p., 27 euros (177, 11 F).

● Jacques Le Divellec : *BIEN CUISINER POISSONS ET FRUITS DE MER*

Pourquoi ne pas conclure ce tour d'horizon de la littérature maritime par l'art d'accommoder les produits de la mer ? Dans un format de gros cahier à spirale plastifié, pratique lorsque l'on cuisine, voici présentés tous les poissons, crustacés et coquillages disponibles sur les étals, et tout ce qu'il faut savoir pour les choisir et les préparer avec art et discernement. Puis, pour chacun d'entre eux, plusieurs recettes, classiques ou originales, très bien expliquées, toutes savoureuses, qui renouvelleront votre table les jours maigres. Tel quel, probablement le meilleur ouvrage du genre.

* Éd. Solar. 464 p., 27 euros (177, 11 F).

● Émilie Bertrand : *500 RECETTES DE POISSONS DE A À Z*

Même principe, en moins ambitieux, et beaucoup de recettes en général faciles. Un bon complément du précédent.

* Éd. Solar. 520 p., prix non communiqué.

Un facétieux bestiaire

Je retrouve par humains. Mais une photo- Jean-Baptiste MORVAN aussi les animaux graphie dé- sont dans notre coupée dans un quotidien de fin janvier, montrant une harde de sangliers bondissant sur les rochers du rivage des Sables-d'Olonne. Où allaient-ils ? Voyage plus mystérieux encore que les élans suicidaires des lemmings nordiques... Je tiens du moins pour certain que

Les présences animales s'insèrent dans une image authentique de la France.

les présences animales s'insèrent dans une image de la France, même si l'on doit me reprocher une tendance farfelue au nationalisme animalier. On est bizarrement content de ce que nos "frères inférieurs", chers au dessinateur Benjamin Rabier, nous apportent comme supplément de mémoire, surgissement du surréel et mystification paradoxale.

Un après-midi très chaud, je sortais de la boutique du coiffeur quand je fus dépassé par un quadrupède voyageur lancé au grand galop sur la rue de la Gare... Un passant venu en sens inverse, les yeux écarquillés, s'exclama : « Mais c'est un renard ! ». Effectivement, il était reconnaissable à la noblesse prestigieuse de son panache ; venu de la campagne au sud de la cité, il allait gagner les faubourgs rustiques du nord, pour des raisons connues de lui seul.

Sorciers et magiciens

Ce goupil insolite me rappela le héros de la légende médiévale aux multiples épisodes. Si Renard reste un personnage irremplaçable, c'est peut-être parce que, comme Till l'Espiègle, il joue à ses confrères animaux toutes sortes de tours qu'il nous plaisait fort de servir à nos propres congénères

folklore d'irremplaçables sorciers et magiciens. Et là encore, nous ne concevons pas une patrie sans aimables sorcelleries et magies facétieuses.

Si j'en avais le courage et le loisir, je procèderais à une petite récapitulation de personnages quadrupèdes ou empennés qui valent bien Harry Potter... Ainsi Grand-Mère Grenouille : une famille misérable cède à la coupable tentation de noyer la dernière fille. On chante encore, au pays des Landes de Cojoux, « En passant sur la Vilaine, ils m'ont foutue dans le bouillon ». Mais heureusement, le bébé fut sauvé par les batraciens au grand cœur : « Vive Grand-Mère-Grenouille / Et tous ses petits grenouillons ».

Les loups jouent dans le légendaire de l'animalité un rôle souvent bizarre et propice à des facéties gauloises. D'un homme riche, on dit encore : « Il a du bien partout où le loup pète » et pourquoi dans le terroir de Haute-Bourgogne, vers Gueugnon, dit-on encore d'un niais ou d'un naïf : « Il n'a pas vu le loup péter sur la pierre du feu » ? Imaginons un instant le fauve en train d'éventer à sa manière l'âtre de la ferme !

Un universitaire éminent a élaboré une théorie qui ferait des loups le retour des âmes des morts, considérés comme dangereux et qu'on écarterait par la dérision. Je n'oserais pas garantir cette interprétation. Mais si je devais apporter ma contribution aux facéties du bestiaire, je réserverais une place à ces « chenilles urticantes » dont les caresses perfides jetèrent le trouble dans un de ces rassemblements pseudo-musicaux qui infestent de temps en temps nos campagnes. Et je ne manquerais pas d'entonner la louange des chenilles devenues persécuteurs de ces humains qu'un psychanalyste humoriste classait en « crétiens, crétoïdes et créteux »...

■ Nous rappelons dans chacun de nos numéros les ouvrages des maîtres de l'Action française pour en faire ressortir toute l'actualité. Nous entendons ainsi inciter nos lecteurs à lire ou à relire ces ouvrages pour approfondir leur formation politique.

Ouvrages déjà présentés

dans le Trésor de l'Action française

● Charles Maurras : *Anthinéa* (3/3/05), *Au signe de Flore* (16/9/04), *L'avenir de l'intelligence* (7/10/04), *La Contre-Révolution spontanée* (17/2/05), *La Démocratie religieuse* (5/5/05), *De Démos à César* (17/3/04), *Le dilemme de Marc Sangnier* (19/5/05), *Kiel et Tanger* (16/12/04), *L'ordre et le désordre* (28/7/05), *Mes idées politiques* (4/11/04), *Trois idées politiques* (2/12/04).

● Jacques Bainville : *Les conséquences politiques de la paix* (6/1/05), *Histoire de France* (21/10/04), *Napoléon* (7/4/05).

● Léon Daudet : *Bréviaire du journalisme* (16/6/05), *Le stupide XIX^{ème} siècle* (21/4/05), *Les Universaux* (18/11/04), *Vers le Roi* (20/1/05).

● Pierre Gaxotte : *La Révolution française* (21/7/05)

● Augustin Cochin : *Les sociétés de pensée et la démocratie moderne* (3/02/05).

● Léon de Montesquiou : *Le système politique d'Auguste Comte* (2/6/05). Si vous désirez vous procurer tel ou tel de ces ouvrages vous pouvez interroger la librairie Le Pélican Noir, 94220 Charenton (Tél : 08 70 69 90 82 - pelican@pelican-noir.com).

Le romantisme français de Pierre Lasserre

par Alain RAISON

En 1907, la soutenance de thèse de Pierre Lasserre sur le *Romantisme français* fit l'effet d'un coup de tonnerre dans la nouvelle Sorbonne républicaine. Jacques Bainville qui y assistait compara le jeune docteur et son jury à Jeanne d'Arc face à ses juges. Il ne manquait qu'un bûcher dans la cour d'honneur de l'université pour compléter l'analogie.

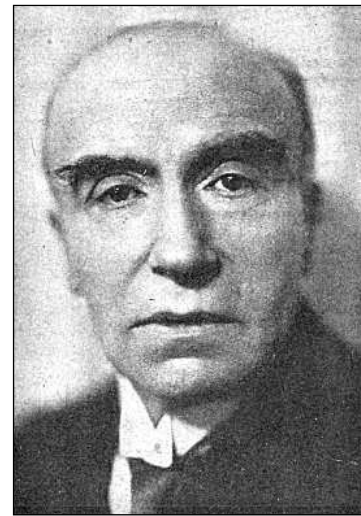
Car hérétique, Pierre Lasserre l'était bien devant l'idéologie républicaine. Sa thèse érudite et profonde, puissante et éclairante, avait pour ambition de décrire « la révolution dans les sentiments et dans les idées au XIX^e siècle » : « En marquant le véritable objet de la discipline classique, qui seule implique le respect des forces de la nature humaine et le souci de leur fécondité, j'indique à l'aide de quel sophisme (sophisme favorisé par le désordre des temps et les perturbations de la vie nationale) le romantisme abusa pendant un siècle une grande partie de l'élite française. Il spéculait lâchement sur les aspirations infinies de l'homme en les nourrissant de cette barbare et molle illusion qu'elles peuvent se contenter sans science et sans art et que toute règle les mutilé ou les étouffe. Il les dirigeait sur les impasses où il mettait l'écrêteau de l'infini, l'annonçant tout proche, à portée de la main. Il dispensait l'inspiration du poète de tout effort pour se distribuer savamment et s'organiser et, par là, il la condamnait à retomber impuissante sur elle-même. Il dispensait le cœur de choix et la hiérarchie dans ses mouvements et, par là, il le vouait à des déceptions qui devaient le rendre l'ennemi de lui-même et lui faire dévorer sa propre substance. »

On reconnaîtra dans ce dernier mouvement de sa dénonciation du romantisme un axiome cher à la critique du nihilisme de Nietzsche : le désir de mort répond à la haine du réel qu'un désir débridé par un idéal faux développe dans l'âme. Ce n'est pas le moindre mérite de Pierre Lasserre d'avoir réussi une puissante synthèse entre les critiques convergentes de Maurras, Nietzsche, Sainte-Beuve, Stendhal, Henri Heine et Louis Veuillot.

Une œuvre contre-révolutionnaire

Ce faisant, il apporte un contrefort important à la critique contre-révolutionnaire des idées

et surtout des mœurs modernes. Si Lasserre fait une intéressante critique anthropologique de l'individualisme égalitaire, démontre le lien entre la sensibilité romantique et les idées de la Révolution, dénonce l'emprise néfaste de la pensée allemande sur l'esprit français, son apport le plus pertinent reste toutefois la description des figures de la passion, de l'exaltation des sentiments, du goût démesuré de l'idéal qui mine les consciences



Pierre Lasserre (1867-1930)

d'une nostalgie sans remède et nourrit la vaine religion du progrès. Il débutsque ainsi à travers une fine étude littéraire des œuvres de Rousseau, Chateaubriand, Constant, M^{me} de Staël, Hugo, Lamartine, Sand, etc., une véritable structure sentimentale de l'être romantique et y perçoit l'ombre de la barbarie et du nihilisme.

Lasserre y oppose les vertus classiques qui offrent à l'homme une voie d'humanisation : « Aristote et avec lui tous les philosophes classiques nous dissuadent de reconnaître le caractère de l'humanité à tout ce qui peut s'agiter de vague, d'effréné, de confus dans la conscience de l'être à face d'homme. Ils nous font concevoir un ordre une hiérarchie nécessaire et légitime des facultés psychiques, qui caractérise l'homme digne de ce nom, qui met, pour ainsi dire, dans l'animal humain, une nature humaine. Cette hiérarchie subordonne la sensibilité à l'intelligence, l'imagination à la raison, les puissances affectives et spontanées à la puissance réflexive. Elle est la condition absolue de la justesse dans les idées, de la convenance et de la noblesse dans les passions. Une pensée gouvernée par la sensibi-

lité, usât-elle de la dialectique la plus habile, n'enfante que des monstres mentaux ; une sensibilité qui ne pénètre rien de supérieur à elle-même ne produit que des passions dégradantes et destructives. »

Un viatique contre la barbarie qui vient

Cette leçon sur la sensibilité moderne et l'abîme de ressentiment destructeur qu'ouvre en lui le désir trouble d'une liberté impossible est toujours d'une actualité aiguë car le désir de mort règne en ce début du XXI^e siècle : la sacralisation du désir individuel comme norme ultime des sociétés modernes entretient l'illusion que tout est possible. Le fantasme technologique d'une humanité sans limite répond à ce rêve. Mais ce désir de "bonheur" affiché partout n'est souvent que le masque d'une haine de la réalité, d'une nostalgie du néant qui rend toute contrainte insupportable. Les hommes cherchent à s'exonérer de leur humanité charnelle et finie pour enfin devenir ce qu'ils veulent, dans la paix d'une pulsion satisfaite que ne contrarie aucun langage, aucune forme, aucune norme.

Le mouvement homosexuel Queer s'avance doucement sur cette voie. L'émancipation des mœurs détruit tout ce qui pourrait s'opposer au libre jeu des désirs. Nous ne sommes peut-être plus très loin du "meilleur des mondes" qui, comme l'a décrit Aldous Huxley, s'est construit sur le désir de bonheur de chacun et règne par le joug du plaisir.

Nous ne sommes pas loin non plus de Pierre Lasserre car il fournit des armes pour comprendre la subversion de la société par le désir et les passions. Il voit la barbarie où elle se niche : dans le cœur et les sentiments. Ne restons pas sourds à sa leçon. Les technosciences où se développe une mue du romantisme ont bien plus de puissance que tous les ouvrages de Rousseau et de ses sbires.

* Pierre Lasserre : *Le romantisme français : essai sur la révolution dans les sentiments et dans les idées au XIX^e siècle*, *Mercure de France*, 1907, 547 p. Réédité chez Slatkine en 2000 (diffusion Honoré-Champion). De nombreuses fois réédité, on peut aisément le trouver chez un "bon" bouquiniste. Les internautes peuvent aussi le télécharger sur le site de la Bibliothèque Nationale de France.



LE MONDE ET LA VILLE

DÉCÈS

● Nos amis M. et M^{me} Jacques Dalibert ont été éprouvés par la naissance et la mort, le 25 juillet, de leur petite-fille **Béatrice** au foyer de leurs enfants M. et M^{me} Denis DALIBERT.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le 29 juillet 2005 en l'église Saint-Denis Sainte-Foy de Coulommiers, suivies de l'inhumation au cimetière de Coulommiers;

Nous assurons toute cette famille amie de notre profonde sympathie et de nos prières.

● Notre ami Robert Carrez vient d'avoir la douleur de perdre sa mère **M^{me} Paule CARREZ**, née Tiphaneaux, décédée à Meaux le 6 août 2005 dans sa 93^e année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 11 août en l'église de Montry (Seine-et-Marne) suivie de l'inhumation au cimetière de la ville haute de Provins dans le caveau de famille.

Nous prions M. et M^{me} Robert Carrez, ses enfants ainsi que ses petits-enfants et arrière-petits-enfants d'agréer l'expressoin de notre vive sympathie avec l'assurance de nos prières.

● Nous avons appris avec beaucoup de peine le décès, le lundi 1^{er} août, en sa soixante-deuxième année, de notre ami **Bernard FARIBAULT**.

Fervent catholique attaché au culte traditionnel, il s'était mis dès 1977 au service de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet en tant qu'aide-sacristain, archiviste et, pendant quelques années, responsable du service liturgique. Sa mémoire très sûre et sa grande érudition se retrouvaient dans les solides articles qu'il consacrait dans *Le Chardonnet* à l'histoire des églises parisiennes, comme dans l'ouvrage écrit en collaboration avec Yves Amiot, l'abbé Jolly et Joël Le-maire sur les *Saints du métro* (Éd. Clovis).

A la suite de ses parents, sa fidélité à l'Action française et à la famille de France ne se démentit jamais. Pendant de nombreuses années, il participa à nos banquets annuels avec de nombreux amis de sa paroisse.

Les obsèques de Bernard Faribault ont été célébrées le mardi 9 août en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet devant une assistance nombreuse en dépit des vacances.

Nous assurons sa famille et le clergé de Saint-Nicolas de nos vives condoléances et de nos ferventes prières pour Bernard.

INFORMATION

● **CONCERT SPIRITUEL D'ORGUE** le dimanche 25 septembre 2005 à 17 h 45 en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, 23, rue des Bernardins, Paris 5^e (métro Maubert-Mutualité) par **Didier MATRY** (Buxtéhude, du Mage, Beauvarlet-Charpentier, Vierne, Gigout).

53^e UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE L'ACTION FRANÇAISE
JOURNÉES PORTES OUVERTES

Samedi 27 août 2005

Château de Lignières (Cher)

Sur l'aimable invitation et avec la présence effective de S.A.R le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme, l'université d'été de l'Action française rassemble lycéens, étudiants et jeunes travailleurs au château de Lignières (Cher) depuis le mercredi 24 août jusqu'au jeudi 1^{er} septembre 2005.



PROGRAMME DE LA JOURNÉE

- 10 heures : *Les nouveaux enjeux des collectivités locales*. Débat avec des élus locaux royalistes.
- 10 h 30 : *La Résistance royaliste en Berry* (François-Marin FLEUTOT).
- 12 h 30 Déjeuner – Stands.
- 15 heures : Allocutions de Pierre PUJO et Jean-Philippe CHAUVIN.
- 17 heures : Cérémonie au monument dédié à tous les morts pour la France à Saint-Hilaire en Lignières. Apéritif et dîner.

* Participation aux frais : 15 euros. – Inscriptions au 01.40.39.92.06



10, RUE CROIX-DES-PETITS-CHAMPS, 75001 PARIS
TÉL : 01-40-13-14-10 – FAX : 01-40-13-14-11
DANS LA LIGNE DU MOUVEMENT FONDÉ PAR PIERRE JUHEL

DIRECTOIRE
PRÉSIDENT : PIERRE PUJO
VICE-PRÉSIDENT : STÉPHANE BLANCHONNET
CHARGÉS DE MISSION
FORMATION : PIERRE LAFARGE
DÉLÉGUÉ AUX ÉTUDIANTS : THIBAUD PIERRE
ADMINISTRATION : M^{lle} DE BENQUE D'AGUT

COTISATION ANNUELLE :
MEMBRES ACTIFS (32 ☐),
ÉTUDIANTS, LYCÉENS, CHÔMEURS (16 ☐),
BIENFAITEURS (150 ☐)

BOURGOGNE
Session nationale de formation royaliste
"De la crise européenne à la crise de régime"
1^{er} et 2 octobre 2005

avec la participation de Pierre PUJO, Stéphane BLANCHONNET, Jean-Philippe CHAUVIN, Pierre LAFARGE, Alexandre BORITCH
Prix : 30 euros y compris le déjeuner du dimanche.

● Arrivée conseillée le vendredi soir. Gare TGV à Chalon-sur-Saone (navettes prévues) Depuis Chalon, prendre la direction Mercurey.

● Apporter un sac de couchage des affaires de sport (pour les étudiants) et un tapis de sol.

* Inscrivez-vous en joignant votre règlement auprès du C.R.A.F.

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 Paris.
Tél : 01-40-39-92-06

POLITIQUEMENT INCORRECT

■ **ALAIN MARSAUD**, ancien magistrat, député U.M.P., considère dans le FIGARO MAGAZINE (30/7/05) que l'accord de Schengen, en abolissant les frontières, a facilité la circulation des terroristes : « Schengen a ouvert un espace à beaucoup de monde, et c'est bien. Mais cela l'a fermé, dans le même temps, aux juges et aux policiers ». Rétablissons les frontières !

■ **ROBERTO DE MATTEI** dénonce dans la CORRESPONDANCE EUROPÉENNE (20/7/05) une conception dangereuse de la tolérance. Selon elle, « toutes les opinions et tous les cultes peuvent être tolérés à part l'"intolérance" catholique, coupable d'affirmer la vérité exclusive de la Foi, affirme par exemple Rousseau dans le Contrat social, texte de base du jacobinisme révolutionnaire. De là, la persécution idéologique et sanguinaire contre les catholiques, engagée au cours des deux derniers siècles par les héritiers des Lumières et la Révolution française. Si la tolérance est le bien par excellence, aucune guerre et aucun "conflit de civilisations" ne pourra être admis, si ce n'est que contre les "fanatiques" et les fondamentalistes de toute foi ». Ce n'est pas au nom de la "tolérance" qu'il faut combattre le terrorisme, mais au nom de la vérité chrétienne.

■ **LA SOCIÉTÉ** Stéphane Kelian Production a déposé son bilan au début d'août. Installée à Bourg-de-Péage, dans la Drôme, et fabriquant des chaussures de luxe, elle employait 143 personnes. LE FIGARO ÉCONOMIE

(13-14/8/05) souligne qu'elle « n'est que la dernière victime de l'hécatombe de la chaussure française ».

Notre confrère ajoute : « En trente ans, le secteur est passé de 100.000 employés à quelques milliers. Comme pour le textile, la concurrence chinoise y est irrésistible.

Sur les quatre premiers mois de l'année, les importations de Chine ont augmenté de 600 % après la fin des quotas. Or, la chaussure ne bénéficie pas de mesures de protection négociées par l'Europe, comme les tee-shirts ou les pulls ». La protection des tee-shirts et des pulls ne durera pas longtemps compte-tenu des pressions exercées sur la Commission européenne pour qu'elle supprime les quotas textiles.

■ **DE TRÈS JUSTES** observations dans la tribune de Pierre Lévy (rédacteur en chef de la LETTRE BASTILLE RÉPUBLIQUE NATION) publiée par FRANCE SOIR du 9/8/05 : « Les nations restent aujourd'hui le cadre irremplaçable de la souveraineté des peuples mais aussi la condition du développement de leurs opérations ». Il se prononce contre les regroupements sur la base des civilisations et précise : « Au nom de quoi la France devrait-elle poursuivre une intégration politique plus poussée avec la Lettonie qu'avec l'Algérie ? ».

Il pose la question en titre de son article : « A-t-on vraiment besoin d'Europe ? ». On a surtout besoin de France !

Jacques CEPOY

TEMARU LE DIVISEUR

L'indépendantiste Oscar Temaru, élu laborieusement président de la Polynésie française au début de 2005, a émis le souhait que le territoire soit rebaptisé Tahiti Nui (abrégé de Tahiti Nui Te Vai Uri Ra'u : « le grand Tahiti aux multiples couleurs »). Il estime que « la Polynésie française, c'est institutionnel, c'est politique, ce n'est pas le nom de notre pays ».

Seulement les élus des autres archipels polynésiens (Marquises, Tuamotu, Gambiers, Îles sous le Vent et Australes) ne sont pas d'accord sur Tahiti Nui considérée comme « une appellation réductrice » annonce Le Figaro. Bien sûr. La seule appellation qui puisse les désigner tous, c'est Polynésie française, la France étant historiquement leur fédérateur. La Polynésie française ne pourrait pas changer de nom sans une révision de notre Constitution puisqu'elle y figure comme telle.

La jeunesse de Dieu

(suite de la page 1)

peut donner l'illusion de la joie mais n'est qu'un « bricolage » commode qui abandonne ensuite chacun à soi-même (*homélie, messe de clôture*). Très pédagogue, Benoît XVI est par deux fois revenu sur l'adoration (une soumission qui libère) et a rappelé le devoir de sanctifier le dimanche : « **Le temps libre demeure vide si Dieu n'y est pas présent.** »

Fortes paroles sur lesquelles il nous faudra revenir, sans oublier la vibrante exhortation à la sainteté lancée aux séminaristes, – les nombreux appels aux juifs, aux musulmans, aux différentes confessions chrétiennes à s'unir avec les catholiques dans un « **dialogue sincère [...] sans passer sous silence [ni] minimiser les différences existantes** », mais pour défendre ensemble la paix et le respect de la vie, – les directives données à ses "frères dans l'épiscopat" : « **Les jeunes ne cherchent pas une Église juvénile, mais une Église jeune d'esprit, transparente au Christ [...] éduquant les jeunes à la patience, au discernement, à un sain réalisme, mais sans faux compromis, pour ne pas diluer l'Évangile.** »

Espérons en effet que ces garçons et ces filles, rentrés chez eux, ne seront pas livrés à eux-mêmes et recevront l'appui d'un clergé digne d'une telle mission.

Michel FROMENTOUX

Après Paris en 1997, Rome en 2000 et Toronto en 2002, c'est l'Allemagne et la concentration urbaine de Cologne qui a accueilli ces deux dernières semaines les vingtèmes Journées mondiales de la Jeunesse, sous la présidence de S.S. Benoît XVI, dont c'était la première participation à un événement de grande ampleur.

La première semaine des paroisses de toute l'Allemagne ont accueilli les participants du monde entier. C'était pour eux une occasion de découvrir l'Allemagne, mais aussi de commencer à suivre des catéchèses, et de prier dans des grands rassemblements régionaux, comme celui d'Aix-la-Chapelle pour les pèlerins français. La gentillesse des familles d'accueil allemandes a alors été unanimement reconnue.

Tout a réellement commencé le 15 août à l'arrivée des pèlerins dans les villes de Cologne, Bonn et Düsseldorf. Enthousiastes malgré des conditions d'hébergement, de transport et de nourriture souvent sommaires, des centaines de milliers de jeunes ont fréquenté les différents *festivals de la jeunesse*, et participé à de grands offices religieux. Malgré la foule et l'ambiance festive, il était toujours possible de se recueillir dans des églises plus calmes où le Saint Sacrement était exposé. Plusieurs heures étaient nécessaires pour pouvoir vénérer les reliques des Rois mages exposées dans la cathédrale de Cologne, qui n'a pas désempé de la semaine.

À la sortie de la cathédrale, deux immenses portraits de Jean-Paul II, avec la mention "Merci" et

de S.S. Benoît XVI montraient la continuité de la papauté, tandis qu'une immense étoile collée sur un immeuble de bureaux de la municipalité de Bonn rappelait celle des mages, indiquant symboliquement la direction à suivre vers le Christ.

Intense ferveur

L'apothéose proprement dite du rassemblement de Cologne a eu lieu le jeudi, quand le Saint Père a été accueilli par la foule massée



Une foule colorée à l'écoute des enseignements du Pape

sur les bords du Rhin, avant de se rendre en pèlerinage à la cathédrale. Ces événements ont été retransmis sur écrans géants.

Enfin, les 20 et 21 août, un million de personnes (soit 20 % de plus qu'initialement prévu) ont convergé vers un ancien site minier à l'ouest de Cologne, Marienfeld. Après plusieurs heures de tra-

De notre envoyé spécial à Cologne Philippe ALEYRAC

jet, parfois rendu difficile par la forte affluence, a eu lieu une grande veillée de prière en présence du Pape. Malgré une nuit fraîche et humide passée à la belle étoile, la ferveur était tout aussi intense le dimanche pour la messe de clôture des Journées, avant que le prochain rendez-vous ne soit donné en 2008, à Sidney, en Australie. La cérémonie a été suivie à la télévision par 250 millions de personnes dans le monde.

Deux fausses notes dans ces journées ne parviendront pas à noircir le bilan très positif : une organisation rigide et débordée, car ne

fichage sur la question dans les stations et les gares (surveillées par une compagnie de sécurité privée) ces groupuscules ont montré leur total décalage avec le message d'amour et de règle de vie prôné par l'Église catholique.

Rendez-vous réussi

La joie des pèlerins était aussi grande que lors des rassemblements de l'ère Jean-Paul II, coupant ainsi l'herbe sous le pied de tous ceux qui prétendent que le succès des J.M.J. était dû au seul charisme du pontife polonais, et non à un renouveau religieux. Des milliers de volontaires de tous pays et d'importantes forces de police encadraient les mouvements de foule, sans que ne se déroule aucun incident notable, comme s'en félicitait le commissaire de Cologne, à la différence de tout autre type connu de rassemblements de jeunes.

Grâce à la bonne qualité de l'accompagnement spirituel, les participants trouveront de nombreux fruits dans les enseignements et les exemples rencontrés : encouragement de l'assistance à la messe dominicale, exhortation à ne pas rechercher une religion à la carte, réaffirmation des messages de l'Évangile.

Benoît XVI, malgré tout ce qu'ont voulu faire croire les médias, a réussi son rendez-vous avec la jeunesse du monde.

Domus vitae : un festival pour la vie au sein des J.M.J.

Du 15 au 19 août une myriade d'associations, d'intervenants et d'artistes musicaux pro-vie du monde entier étaient regroupée au sein de la Domus Vitae, un rassemblement unique en son genre organisé pour la première fois à l'occasion des vingtèmes Journées mondiales de la Jeunesse. Malgré un éloignement certain du centre des festivités, à Düsseldorf, à 80 km de la cathédrale de Cologne, le succès a été certain, attirant un public principalement français, malgré le caractère international des organisations présentes, et les interventions souvent bilingues.

La Domus a mis à la disposition de différentes associations des stands pour la création d'un véritable village pro-vie. On notait en particulier la présence active de la Fondation Jérôme Lejeune, de Enavance, des organisateurs de la Life parade (France), des Franciscains du Bronx, de Priest for life, de Catholic Answer, de Crossroad (États-Unis), des Pèlerins pour la vie, de World Youth Alliance (International). Elle a organisé conférences, concerts, et prières tout au long de la semaine.

Se sont ainsi succédé sur la petite place jouxtant la paroisse de Saint Sui Bertus des interventions de formation, telle celles du cardinal Barbarin, de médecins et de parlementaires européens luttant contre la culture de mort (avortement, euthanasie, expérimentation sur les embryons...), ou du père Daniel Ange. Les témoignages de Dominique Morin sur la chasteté, de Tim Guénard sur l'amour de Dieu, de Gianna Jessen, musicienne américaine rescapée d'une tentative d'avortement chimique ayant pardonné à ses parents, et bien d'autres, ont permis de montrer le caractère concret de ces enseignements. De nombreux concerts

de musiciens de tout styles (Rock, Rap, Pop...) et de toutes origines géographiques parfois sous une pluie battante ont eu également un vif succès. Un spectacle Pelikan Performance, représentation multimédia utilisant musique, danse, chansons, textes, film impressionnant, a retracé la vie de grands martyrs du XX^e siècle.



Chemin de Croix dans les rues de Düsseldorf avec les Franciscains de Bronx

Un événement qui fera date

Tout au long de la journée, un café philo, organisé par des étudiants de l'I.P.C., permettait au pèlerin de se retrouver pour des échanges plus informels avec les intervenants. Enfin, une infirmerie fut installée avec un double rôle : accueillir les pèlerins pour de simples problèmes de santé,

et surtout les blessés de la vie, choqués par exemple par les conséquences d'une I.V.G. ou ceux qui se sentent rejetés à cause d'un handicap ou de leurs différences. Un grand nombre de handicapés ont ainsi été accueillis et se sont vu proposer des activités spécifiques.

La prière était loin d'être oubliée, puisque, animées par la chorale La Paloma ont été organisées plusieurs messes quotidiennes, des laudes, et des adorations du Saint Sacrement. L'accompagnement spirituel a entre autres été assuré par la communauté des Frères franciscains du renouveau qui assure dans la pauvreté l'évangélisation du Bronx, quartier défavorisé de New York.

Certaines activités ont eu lieu hors du cadre de la paroisse, permettant un témoignage actif des jeunes participants. Ainsi, une procession au Saint Sacrement, une prière publique devant une clinique privée pratiquant des avortements, et un chemin de croix ont rassemblé plusieurs centaines de participants qui sont allés à la rencontre des habitants de Düsseldorf.

En définitive, de l'aveu même des participants, ce festival est une réussite, grâce à la richesse et la diversité des interventions, mais aussi par la qualité de son accueil et de son infrastructure technique. Entre les difficultés d'organisation, le caractère international des participants et des organisateurs et la réunion d'associations très différentes dans leur forme, le succès n'était pas certain. Pourtant il se réalisa, et l'événement fera date pour son ampleur et les fruits qu'il a apportés aux pèlerins et aux centaines de jeunes volontaires venus aider à la tenue des différents services.

P.A.